



RESUME DE LA SEPTIEME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE: 6-10 JANVIER 2014

La septième session du Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) sur les objectifs de développement durable (ODD) a eu lieu du 6 au 10 janvier 2014, au Siège de l'ONU à New York. La réunion a rassemblé les membres du GTCNL et d'autres Etats membres, des observateurs et des représentants des institutions des Nations Unies et des grands groupes sociaux pour l'examen des questions thématiques: villes et établissements humains durables, transport durable; modes de consommation et de production durables (y compris les produits chimiques et les déchets); le changement climatique et la prévention des risques de catastrophe. Macharia Kamau, représentant permanent du Kenya, et Csaba Kőrösi, représentant permanent de la Hongrie, y ont poursuivi leur rôle de coprésidents du GTCNL.

Vendredi après-midi, le coprésident Kőrösi a présenté la synthèse des co-présidents sur les travaux de la session, soulignant qu'à mesure que le GTCNL se rapproche de sa prochaine phase de travail, les propositions deviennent plus nettes et plus concrètes. De grande importance, a-t-il déclaré, est la sagesse qui prévaut que les questions sont étroitement liées et qu'elles nécessitent une approche systémique pour y remédier. Comme indiqué dans le résumé du co-président, les délégués ont reconnu qu'un développement territorial équilibré est important, vu que les personnes, les connaissances, les revenus et les services circulent entre les zones urbaines et rurales dans les deux sens. Le résumé met également en exergue l'importance d'inclure le transport durable dans les ODD. S'agissant des modes de consommation et de production durables (CPD), les délégués ont souligné la nécessité de découpler l'utilisation des ressources et la croissance économique, en utilisant un panachage approprié de mesures et une analyse des cycles de vie. Plusieurs gouvernements ont également plaidé pour des objectifs différenciés entre les pays industrialisés et les pays en développement, et en faveur de contributions au fonds d'affectation spéciale du Cadre décennal de programmation des modes de CPD. Les produits chimiques, a-t-il été souligné, sont nocifs surtout pour les pauvres et les vulnérables, et les pays en développement n'ont souvent pas les capacités de gérer

adéquatement. Les gouvernements ont également convenu que le changement climatique et les catastrophes mettent en péril les acquis du développement et qu'ils devraient être les thèmes transversaux. Les délégations ont également appelé au respect du rôle de négociation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Enfin, vu que l'intensité et la vulnérabilité aux catastrophes ne feront qu'augmenter, les délégués ont souligné la nécessité de prendre en considération les trois dimensions de l'atténuation des risques: la prévention, la réduction et le renforcement de la résilience.

Encore penchés sur la nature et la structure des ODD, les délégués ont également commencé à réfléchir à la "voie à suivre" dans la prochaine phase des travaux du GTCNL, à propos de laquelle le coprésident Kamau a passé en revue les options concernant la façon dont le GTCNL pourrait travailler pour concevoir un ensemble d'ODD et de cibles à atteindre. Avec une autre session consacrée au bilan, prévue début février, la prochaine phase, qui doit débiter début mars et finir fin juillet, n'est plus guère très loin.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du CTCNL	2
Compte-rendu de la GTCNL-7	3
Villes et établissements humains durables, transport durable	3
Consommation et production durables (y compris les produits chimiques et les déchets)	9
Le changement climatique et la prévention des risques de catastrophes	14
La synthèse des co-présidents	19
Le débat sur la voie à suivre	20
Brève analyse de la GTCNL-7	20
Réunions à venir	23
Glossaire	24



BREF HISTORIQUE DU CTCNL

Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro, Brésil, en juin 2012, les gouvernements ont convenu de lancer un processus visant à élaborer un ensemble d'ODD. Ils ont appelé à la création d'un GTCNL composé de 30 représentants des cinq groupes régionaux des Nations Unies, désignés par les Etats membres de l'ONU, pour élaborer une proposition d'ODD à soumettre à l'Assemblée générale, à sa 68^e session, pour examen et action appropriée.

Le document final de Rio+20 souligne, entre autres:

- l'importance de rester fermement attaché à la réalisation complète et rapide des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de respecter tous les principes de Rio, en tenant compte de la diversité des situations, capacités et priorités nationales;
- que les ODD doivent être orientés vers l'action, concis et faciles à communiquer, en nombre limité, ambitieux, de nature globale, universellement applicable à tous les pays et axés sur les domaines prioritaires pour la réalisation du développement durable;
- la nécessité de s'assurer de la coordination et de la cohérence avec les processus traitant du programme de développement de l'après-2015, et de recevoir une première contribution au travail du GTCNL de la part du Secrétaire général des Nations Unies, en concertation avec les gouvernements nationaux;
- la nécessité d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, accompagnés de cibles et d'indicateurs, tout en prenant en ligne de compte la diversité des situations et capacités nationales et des niveaux de développement des pays; et
- l'importance d'avoir à disposition des données globales, intégrées et scientifiquement fondées, sur le développement durable, et de l'appui devant être apporté aux commissions économiques régionales dans le domaine de la collecte et de la compilation des contributions nationales visant à éclairer cet effort mondial.

L'Assemblée générale devait, dans sa résolution 66/288, approuver le document final, intitulé '*L'avenir que nous voulons*', le 30 novembre 2012.

LA RÉSOLUTION 67/203 DE L'AGNU: Le 21 décembre 2012, l'Assemblée générale a adopté la résolution 67/203 qui appelle le GTCNL à présenter un rapport à l'Assemblée générale, au début de sa 68^e session, de préférence avant la première réunion du forum politique de haut niveau (FPHN). Elle appelle également le GTCNL à présenter régulièrement un rapport sur les progrès accomplis, en tenant compte de la tenue du premier FPHN et de la réunion extraordinaire de l'AGNU consacrée au suivi des efforts déployés pour la réalisation des OMD.

LA DÉCISION DE L'AGNU ÉTABLISSANT LE GTCNL (67/555): Le 22 janvier 2013, l'Assemblée générale a adopté une décision établissant la composition du GTCNL allouée aux cinq groupes régionaux de l'ONU. Selon l'annexe de la décision, six sièges sont occupés par un pays à lui tout seul, accordés: au Bénin, au Congo, au Ghana, à la Hongrie, au Kenya et à la Tanzanie. Neuf sièges sont occupés par des paires de

pays, comme suit: Bahamas/Barbade; Belarus/Serbie; Brésil/Nicaragua, Bulgarie/Croatie; Colombie/Guatemala; Mexique/Pérou; Monténégro/Slovénie; Pologne/Roumanie; et Zambie/Zimbabwe. Quatorze sièges sont occupés par des trios de pays, comme suit: Argentine/Bolivie/Equateur; Australie/Pays-Bas/Royaume-Uni; Bangladesh/République de Corée/Arabie Saoudite; Bhoutan/Thaïlande/Vietnam; Canada/Israël/États-Unis; Danemark/Irlande/Norvège; France/Allemagne/Suisse; Italie/Espagne/Turquie; Chine/Indonésie/Kazakhstan; Chypre/Singapour/Émirats Arabes Unis; Guyane/Haïti/Trinité-et-Tobago; Inde/Pakistan/Sri Lanka; Iran/Japon/Népal; et Nauru/Palau/Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un siège est partagé par quatre pays: Algérie/Egypte/Maroc/Tunisie.

PREMIÈRE SESSION DU GTCNL: La GTCNL-1 a eu lieu les 14 et 15 mars 2013 au siège de l'ONU à New York. Lors de la réunion, qui a englobé des déclarations et un débat interactif sur « la conceptualisation des ODD », les participants ont procédé à un premier échange de vues sur le processus et la substance du cadre des ODD.

DEUXIÈME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-2 a eu lieu du 17 au 19 avril 2013 au siège de l'ONU à New York. Les débats ont porté sur la conceptualisation des ODD et sur le processus des ODD. Les délégués ont discuté du cadre global de l'éradication de la pauvreté et du développement durable, et des questions intersectorielles, dont, notamment: la gouvernance, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les droits humains et les approches fondées sur les droits, et les moyens de mise en œuvre. Les délégués ont également discuté du programme de travail pour 2013-2014.

TROISIÈME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-3 a eu lieu du 22 au 24 mai 2013 au Siège de l'ONU à New York. La réunion a abordé les questions thématiques suivantes: (a) la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, et (b), l'eau et l'assainissement.

QUATRIÈME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-4 a eu lieu du 17 au 19 juin 2013 au siège de l'ONU à New York. La réunion a été consacrée à l'examen des questions thématiques suivantes: (a) l'emploi et le travail décent pour tous, la protection sociale, la jeunesse, l'éducation et la culture et (b), la dynamique de la santé et de la démographie. La session a également englobé un exposé présenté par l'auteur principal du Groupe de haut niveau sur le programme de développement de l'après-2015.

LA PREMIÈRE RÉUNION DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

DURABLE: La réunion inaugurale du FPHN, sous l'égide de l'Assemblée générale, s'est déroulée le 24 septembre 2013. Les Chefs d'Etat et de gouvernement, les ministres et autres leaders ont articulé un certain nombre de propositions sur le rôle du FPHN: il doit inclure les parties prenantes, il doit mettre l'accent sur la reddition de comptes, il doit revoir le programme de développement de l'après-2015 et la mise en œuvre des ODD, et il doit examiner les questions dans des perspectives scientifiques et locales.

LA RÉUNION EXTRAORDINAIRE DE L'AGNU SUR LA RÉALISATION DES OMD: La réunion extraordinaire de haut niveau a eu lieu le 25 septembre 2013 au siège de l'ONU à

New York. Le document final de la réunion a déterminé que les travaux du GTCNL alimenteront les négociations internationales sur le programme de développement de l'après-2015, à partir de septembre 2014, et que le Sommet mondial aura lieu en septembre 2015 pour convenir d'un nouveau programme onusien de développement.

LA CINQUIÈME SESSION DU CTCNL: La GTCNL-5 a eu lieu du 25 au 27 novembre 2013, au siège de l'ONU à New York. La réunion a porté sur les questions thématiques suivantes: (a) la croissance économique soutenue et inclusive, les questions politiques macroéconomiques (y compris le commerce international, le système financier international et la viabilité de la dette extérieure), le développement des infrastructures et l'industrialisation, et (b) l'énergie.

LA SIXIÈME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-6 a eu lieu du 9 au 13 décembre 2013, au siège de l'ONU à New York. La réunion a porté sur les questions thématiques suivantes: (a) les moyens de mise en œuvre (la science et la technologie, le partage des connaissances et le renforcement des capacités); (b) le partenariat mondial pour le développement durable; (c) les besoins des pays en situation particulière, des pays africains, des pays les moins avancés (PMA), des pays en développement sans littoral (PDSL) et des petits Etats insulaires en développement (PEID), ainsi que les défis particuliers auxquels font face les pays à revenu intermédiaire, et (d), les droits de l'homme, le droit au développement et la gouvernance mondiale. Egalement au cours de cette session, le co-président du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, Pertti Majanen, a passé en revue les travaux menés par la Commission à ce jour, précisant que le GTCNL et la commission sont des « processus homologues ».

COMPTE-RENDU DE LA GTCNL-7

Le co-président Macharia Kamau a ouvert la GTCNL-7, le lundi matin, 6 janvier 2014. Il a signalé qu'il y avait encore deux réunions consacrées au bilan – celle-ci, et la huitième session qui se tiendra début février. Il a rappelé aux délégués qu'à la GTCNL-6, en décembre 2013, ils s'étaient entendus sur une voie à suivre qui comportait ce qui suit: le GTCNL tiendra cinq sessions d'une semaine, de mars à juillet, pour examiner les propositions d'ODD et se concentrer sur des objectifs et des cibles; le GTCNL ne réécrira pas le narratif mais utilisera plutôt le texte figurant dans le document final de Rio+20; il y aura des réunions formelles et des réunions informelles; et, le processus restera ouvert et transparent. Il a précisé que les thèmes de la présente session du GTCNL sont de la plus haute importance et que cet aspect du débat est nécessaire pour aller de l'avant.

VILLES ET ETABLISSEMENTS HUMAINS DURABLES, TRANSPORT DURABLE

EXPOSES PHARES: Joan Clos, directrice exécutive d'ONU-HABITAT, a souligné que l'urbanisation est à son taux le plus élevé dans l'histoire humaine, et qu'au cours des 40 années à venir, 70% de la population mondiale vivraient dans des villes. Il a précisé que l'urbanisation est un facteur de développement, qu'elle génère des institutions politiques et qu'elle favorise la socialisation. Il est impossible de parvenir à un développement

durable sans l'exploitation des potentialités offertes par l'urbanisation, devait-il affirmer. Il a décrit trois piliers d'une bonne urbanisation: règles et règlements, conception, et plan financier. Il a conclu que c'est dans les villes que la bataille pour le développement durable sera gagnée ou perdue.

Adriana de Almeida Lobo, directrice exécutive de *CTS Embarq Mexico*, a déclaré que le transport est « l'appareil circulatoire » d'une ville. Elle a parlé de l'urbanisation rapide, de l'utilisation croissante de l'automobile et de la pollution de l'air comme étant des problèmes importants à traiter par les villes. Elle a proposé un objectif consistant en l'accès universel à un transport propre et sûr, objectif assorti d'indicateurs couvrant le temps des trajets, le pourcentage du revenu consacré au transport et l'accès à des infrastructures piétonnières et cyclables. Soulignée, également, la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), vu que le transport ne va pas tarder à être la source d'un tiers des émissions mondiales. S'agissant des politiques publiques, elle a souligné la nécessité, pour les gouvernements locaux et nationaux, de mettre en place des mécanismes de financement du transport durable et de moderniser les modes de transport.

Réagissant aux exposés phares, le co-président Kamau a rappelé les observations émises durant la réunion tenue dans la matinée avec les grands groupes, suggérant que les gouvernements considèrent le type de signaux qu'ils enverront aux autorités, aux planificateurs, aux concepteurs et aux investisseurs nationaux et municipaux à travers des buts et objectifs pour des villes durables. Il a demandé si nous comprenons bien le coût de fonctionnement des villes, compte tenu de leur impact sur le climat, la biodiversité, les produits chimiques et les déchets, et a fait état de divers effets des villes sur leurs différents groupes démographiques. Enfin, Kamau a déclaré que les marchés ne devraient pas être autorisés à conduire, à eux seuls, des solutions entières autour des villes et des transports, appelant à un juste équilibre entre l'investissement et le financement publics et ceux des sources du marché.

Répondant à une question sur l'intégration des questions urbaines dans un objectif plus large consacré au développement de l'infrastructure, Clos a indiqué que l'urbanisation n'est pas en train de bien fonctionner et qu'elle doit être abordée différemment. Les problèmes techniques des éléments de l'infrastructure du bâtiment sont clairs et ne nécessitent pas une attention intellectuelle particulière. L'infrastructure doit suivre la conception urbaine, pas l'inverse; mettre l'infrastructure avant la conception urbaine conduit à l'encombrement et s'avère « habituellement, un gâchis ».

Interrogée sur les principaux objectifs à fixer pour les problèmes de la ville, Clos a présenté une proposition comportant quatre groupes d'objectifs: une configuration spatiale améliorée; des conditions de vie améliorées; des politiques urbaines favorables; et l'amélioration de l'accès à l'énergie et la création d'emplois en milieu urbain. Lobo a ajouté que les principaux objectifs devraient porter aussi sur l'activité économique et la répartition des richesses, ainsi que sur l'accès aux biens et services, et notamment aux services de santé.

Répondant à une question sur l'engagement de l'industrie automobile dans le renforcement des transports en commun, Lobo a indiqué que les entreprises automobiles savent que leur rôle doit changer, mais cela ne se fera pas sans un changement dans la société. Elle a mentionné les règlements et les politiques publiques comme étant importantes pour l'évolution de la culture autour de l'utilisation des voitures et autres modes de transport.

En réponse à plusieurs questions sur la relation entre les zones rurales et urbaines, Lobo a déclaré que la relation entre les zones urbaines et rurales est importante, en particulier pour ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire. Elle a souligné que le transport est à la base de la croissance urbaine. Clos a fait valoir qu'il n'y a pas de dichotomie entre zones rurales et zones urbaines, mais que la dichotomie réside plutôt dans le point de savoir s'il y a développement ou s'il n'y a pas de développement. Il a ajouté que les populations rurales se déplacent vers les villes lorsqu'elles n'ont pas de moyens de subsistance qui répondent à leurs attentes.

En réponse à plusieurs questions sur le rôle du secteur privé, Clos a indiqué que le secteur public doit concevoir la ville et investir dans un bon ensemble de règles et de règlements, en premier, puis le secteur privé peut investir dans l'immobilier et les infrastructures. En réponse à une question sur la planification urbaine stratégique, Clos a affirmé qu'elle ne peut pas réussir sans règles régissant les espaces communs, une grille de rues, un plan financier et une bonne planification urbaine. Enfin, pour ce qui est du rôle de la gouvernance démocratique, Clos a précisé qu'historiquement, l'urbanisme n'a pas été démocratique, mais qu'une planification urbaine démocratique est possible, comme illustré aux Etats-Unis et, en particulier, à New York.

La Colombie a émis des observations sur le traitement des aspects transversaux des villes, notamment ceux relatifs aux objectifs de réduction des émissions de GES, et sur le lien entre le milieu urbain et rural. Le Brésil a fait observer que le système de taxation actuel de l'industrie automobile ne conduit pas nécessairement à davantage d'investissement dans d'autres solutions de transport.

LES EXPOSES ET DEBATS DE LA JOURNEE DE LUNDI: Lundi après-midi, Harriet Bulkeley, de l'Université de Durham, a présenté un exposé sur l'intersection entre l'édification de villes durables et les défis du changement climatique. Elle a déclaré que le modèle de durabilité simple d'il y a 20 ans ne s'applique plus, vu qu'il y a désormais « moult idées sur la façon de faire une ville durable ». Au sujet de la prise en considération du changement climatique dans le contexte urbain, Bulkeley a souligné à la fois les vulnérabilités particulières des villes, ainsi que le fait que 50 à 75% des émissions de GES sont produites dans les zones urbaines, partout dans le monde. Un point positif, devait-elle préciser, est que, récemment, le changement climatique a eu un effet synergique sur les autorités municipales, regroupant divers programmes et projets dans des objectifs de durabilité communs. Bulkeley a recommandé l'élaboration d'un ODD urbain, lequel, a-t-elle dit, doit également faire face au changement climatique, guidé par le principe de RCMD (RCMD).

Ousmane Thiam, directeur général, Conseil exécutif des transports urbains de Dakar, a déclaré que sans un bon système de transport, ni l'ODD 1 (réduire l'extrême pauvreté et la faim) ni l'ODD 7 (réaliser la durabilité environnementale) ne peuvent être atteints. Thiam a mis en exergue l'appel lancé par l'Association internationale des transports publics (UITP) pour le doublement de la part des transports en commun sur le marché, d'ici à 2025, par rapport aux niveaux de 2005, mesure qui entraînera une réduction de la consommation de pétrole, causera moins de morts sur les routes, permettra un doublement des emplois ainsi que des avantages pour la santé grâce à l'exercice physique. Il a appelé, enfin, à la mise en place de plusieurs modes de transport public, déplorant le déclin des chemins de fer en Afrique en faveur du transport routier.

En réponse à une question sur les observations de Bulkeley sur le principe de RCMD, elle a souligné que les lignes de démarcation que nous plaçons autour des frontières nationales ne révèlent pas la répartition inégale des émissions de GES au sein des pays. Certaines personnes ont des émissions 300 fois plus importantes que d'autres qui vivent dans la même ville, et il est important d'être sensible à ces inégalités. En réponse à plusieurs questions sur le fossé entre les milieux rural et urbain, Bulkeley a dit que le fait qu'il puisse y avoir un ODD urbain, ne signifie pas qu'il ne puisse pas y avoir aussi des avantages pour le milieu rural.

Thiam a ajouté que le transport est une question centrale dans le développement rural, en particulier pour la réduction de la pauvreté et pour acheminer les produits agricoles vers les marchés. En réponse à une observation sur les silos urbains, Bulkeley a indiqué que nous créerons des silos là où nous tracerons les limites de la question. En réponse à une question sur le rôle de la voiture, Thiam a reconnu que l'industrie automobile n'a pas besoin d'arrêter la production, mais qu'il doit y avoir substitution ou moins de voitures appartenant à des particuliers. L'industrie automobile pourrait, par exemple, produire des véhicules de transport en commun pour lesquels il existe une forte demande. Thiam a répondu à une question sur la nécessité d'un transport durable en disant qu'il devrait être encouragé car il est fiable, sûr et meilleur pour l'économie. Bulkeley a précisé que le message global et la vue d'ensemble de l'ODD sont importants dans l'élaboration des mesures, et elle a exhorté le GTCNL d'envisager le message le plus grand qui puisse être envoyé aux villes au sujet de ce qu'elles devraient atteindre.

LES EXPOSES ET LES DEBATS DE LA JOURNEE DU MARDI: Aromar Revi, directeur, *Indian Institute for Human Settlements et Sustainable Development Solutions Network (SDSN)*, a décrit la proposition de SDSN d'un ODD urbain autonome assorti de trois cibles à atteindre. L'objectif proposé appelle à rendre toutes les villes socialement inclusives, économiquement productives et écologiquement durables, sécurisées, et résilientes au changement climatique et à d'autres risques, ainsi qu'à la réalisation de cela à travers le placement d'un accent sur la gouvernance de la ville. Revi a déclaré que les villes ne sont pas durables à moins que les régions dans lesquelles elles sont intégrées soient elles-mêmes durables,

vu que les villes ne sauraient survivre sans nourriture, sans eau et sans tout ce que fournissent les zones rurales. Un ODD urbain, par conséquent, ne doit pas être considéré isolément des questions rurales ou des questions d'équité et de justice, d'éducation et de soins de santé, et des services écosystémiques et de la biodiversité.

Lewis Fulton, Institut des études sur les transports, Université de Californie, Davis, a plaidé que le transport mérite d'avoir son propre ensemble d'ODD et de cibles à atteindre. Fulton a expliqué que le transport est généralement sous-estimé, mais qu'il représente 10 à 15% du produit intérieur brut (PIB) et qu'il permet la conduite de toutes les activités économiques et sociales partout dans le monde, car il n'assure pas uniquement le déplacement des personnes, mais aussi celui des marchandises. Fulton a donné un aperçu du Partenariat pour le développement d'un transport durable à faible émission de carbone (SLoCaT) et sa proposition de cinq grands objectifs pour le secteur du transport: assurer l'accès universel à un transport durable pour les populations urbaines, d'ici 2030; assurer l'accès universel pour les populations rurales, d'ici 2030; réduire de moitié le fardeau des accidents de la route, partout dans le monde, d'ici 2030, par rapport aux chiffres de 2010; réduire de moitié les années perdues en raison d'un décès prématuré et les années vécues avec une incapacité due à la pollution de l'air liée aux transports, d'ici à 2030, par rapport aux statistiques de 2010; et réaliser une réduction entre 1.6 à 2.5 gigatonnes, au moins, de dioxyde de carbone.

Répondant à une question, Fulton a indiqué que l'utilisation accrue de la technologie d'information et de communication (TIC) ne coïncide pas encore avec une réduction des déplacements. Au sujet des différences entre les grandes villes et les petites villes, il a précisé que les villes moyennes et petites offrent des occasions de faire bien les choses dès l'abord, plutôt que de devoir moderniser après coup et inverser de politiques surannées. Au sujet du rôle de la tarification, Fulton a appelé à des ensembles de politiques qui favorisent le transport durable, plutôt que d'avoir à subventionner les véhicules et les carburants. Au sujet la nécessité d'un objectif autonome pour le transport, Fulton a déclaré que la répartition des cibles à atteindre entre différents objectifs pourrait aboutir à une perte de leur synergie, et a ajouté que les objectifs risquaient de ne pas survivre. Il a affirmé qu'il était temps d'envoyer un message clair que le transport est une priorité.

Aromar a déclaré que l'élimination de la pauvreté extrême nécessite l'établissement de liens entre les communautés pour les envois de fonds, les opportunités d'emploi et les services de base. Il a expliqué que des systèmes décentralisés pour le secteur de l'énergie et d'autres secteurs sont la voie de l'avenir, par contraste avec les systèmes centralisés du passé, axés sur les combustibles fossiles. Il a ajouté que les technologies contemporaines offrent l'opportunité de décentraliser ces systèmes, mais qu'il faudrait que les systèmes de financement et d'administration/gouvernance le permettent. Au sujet de la différence entre la nouvelle urbanisation et la vieille urbanisation, Aromar a mis en exergue les opportunités offertes aux nouvelles constructions, signalant que la mise à jour de vieilles infrastructures nécessite des investissements importants.

Il a précisé que le financement du développement urbain varie entre les contextes axés sur le marché et ceux qui sont gérés davantage. A une question posée à propos de la cohérence avec les points soulevés par Joan Clos, Aromar s'est déclaré d'avis avec Clos sur la nécessité d'une planification et d'une conception urbaine efficace, mais a dit que cela doit se faire localement.

Au cours de la deuxième série de questions, Kamau a demandé à Clos de répondre à la question de savoir s'il fallait fixer un objectif d'urbanisation. Il a dit qu'un objectif d'urbanisation a l'avantage d'avoir une approche universelle. Il a appelé à l'élaboration d'objectifs compréhensibles et applicables, et a réaffirmé que le développement urbain et rural relève du développement durable.

En réponse à une question sur les systèmes juridiques et réglementaires, Revi a souligné qu'il n'y a pas de système universel de gestion des terres, qu'il y a des différences entre les pays et au sein des pays mêmes. Il a précisé que le pouvoir doit être transféré au niveau local, et que les processus qui commencent au niveau de la ville peuvent affecter la façon dont nous considérons les indicateurs aux niveaux national et mondial.

En réponse à des questions posées sur la façon dont les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pourraient atteindre les objectifs en matière de transport, Fulton a déclaré que l'objectif de réduction de l'utilisation de la voiture dans les pays de l'OCDE sera difficile, mais que le ralentissement de la croissance de la voiture, dans d'autres parties du monde, est également un défi. Il a dit que Davis, en Californie, est l'une des villes les plus conviviales pour les cyclistes, aux Etats-Unis, que la Californie a pour objectif de réduire de 10% les déplacements en voiture, d'ici 2020 et de réduire l'étalement urbain, et que les pays de l'OCDE ouvraient la voie à la sécurité des véhicules. En réponse à une question sur la façon dont les pays en développement pourraient réduire de 50% les déplacements en voiture, il a indiqué que les villes ne fonctionnent pas bien avec un nombre élevé d'usagers de la voiture. Il a déclaré que les banques multilatérales de développement comprennent maintenant que davantage de ressources devraient être orientées plutôt vers le transport en commun que vers le développement des réseaux routiers et que les villes doivent maintenant reconnaître cela. En réponse à une question sur le rôle des biocarburants, Fulton a déclaré que la durabilité des biocarburants est remise en question. Alors que les biocarburants du Brésil contribuent à réduire les émissions de GES, a-t-il précisé, il existe d'autres biocarburants qui réduisent la consommation de pétrole, mais qui ne contribuent pas à réduire les émissions de CO₂. Il a conclu qu'en considérant les grands modes de transport, camions, navires et aéronefs, il est difficile de voir comment ils peuvent dé-carboniser sans des biocarburants.

Au sujet des difficultés posées à l'élimination progressive des subventions accordées aux combustibles fossiles, Fulton a déclaré que sa sympathie pour les producteurs de combustibles fossiles est éclipsée par la nécessité d'arrêter « de rémunérer des gens pour se comporter de manière non durable ». Il a ajouté qu'il y a aussi « une pression naturelle » à mettre fin aux subventions, car elles pèsent lourd sur les trésoreries nationales.

Répondant à une question sur le rétrécissement des buts et objectifs, Aromar a déclaré que le cadre doit tenir compte de ce qui se passe à la fois au niveau national et au niveau local. Il a indiqué que le secteur privé, pas seulement les grandes entreprises transnationales, mais les petites entreprises aussi, est un acteur important dans les villes. Il a précisé que les villes se trouvent « là où se trouve l'argent, là d'où proviennent les externalités et là où réside le pouvoir ». Il a souligné que « exciter l'imagination des jeunes et d'autres gens ordinaires, » est la clé pour que les choses fonctionnent dans la pratique.

L'ECHANGE DE VUES INTERACTIF: Les délégués ont eu, lundi et mardi, l'occasion de présenter leurs déclarations sur ce groupe de thème. Fidji, au nom du Groupe des 77 (G-77) et la Chine, a fait part de son espoir de voir l'année 2014 une année consacrée à la relève des défis et marquer « étape importante » dans la formulation des ODD. Il a souligné que les villes et les établissements humains durables présenteront des défis majeurs au cours des prochaines décennies et qu'ils sont généralement sous-financés et sous-équipés pour faire face à bon nombre de questions d'actualité. Face au constat du fait qu'un milliard de personnes vivent dans des taudis et de la montée des inégalités dans les villes, il a souligné l'importance d'une planification urbaine appropriée, de politiques inclusives et de processus décisionnels participatifs.

L'Union européenne (UE) a déclaré que les villes sont des centres d'opportunités d'emploi et de croissance économique inclusive et durable, mais qu'une attention doit également être accordée aux interdépendances avec le milieu rural. Le délégué a souligné les domaines d'action suivants: les bidonvilles et les niveaux exacerbés de pauvreté; l'égalité des sexes; l'étalement urbain et l'espace public; la qualité de l'air; la résilience aux catastrophes; et la transparence des processus décisionnels. Au sujet du transport durable, il a indiqué que l'accès est essentiel pour garantir un ensemble d'éléments basiques du niveau de vie convenable, et que les modes de transport doivent être sécurisés pour les femmes et respectueux de l'environnement.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a déclaré que le GTCNL devrait adopter une approche pratique permettant la formulation d'objectifs concrets pour la durabilité urbaine, assortis d'un échéancier précis pour la réalisation. Le délégué a souligné qu'une planification et une conception intégrées devraient consolider et renforcer les avantages urbains existants. Au sujet du transport durable, il a indiqué que les modes de transport devraient réduire le temps et le coût des déplacements, et s'adapter au changement climatique afin de minimiser les pertes potentielles.

Le Monténégro, intervenant également au nom de la Slovénie, a appelé les villes à se doter de systèmes de protection sociale et à lutter contre les inégalités et la criminalité et à assurer la protection des enfants, des jeunes et des groupes stigmatisés. Le délégué a indiqué que l'urbanisation anarchique est à juste titre considérée comme une tendance négative, en raison, entre autres, de la surconsommation et de l'utilisation inefficace des ressources. Les villes doivent aller au-delà de l'utilisation efficace des ressources et d'émissions faibles en carbone, en vue d'améliorer aussi les écosystèmes qui leur servent de

socle. Au sujet du transport durable, il a précisé qu'il fallait améliorer l'accessibilité et ne pas se concentrer uniquement sur le mouvement.

Chypre, parlant également pour Singapour et les Emirats arabes unis, a déclaré que des espaces verts, politiques d'infrastructure verte et eau potable et propre sont des exigences essentielles pour le bien-être humain et pour la protection de la biodiversité et des ressources naturelles. Le délégué a suggéré de réduire l'exode des populations rurales vers les villes en améliorant les services en milieu rural. Il a mis en exergue le cadre post-2015 pour la prévention des risques, qui est en cours d'examen, et a appelé à une cohérence avec le programme de développement de l'après-2015.

Le Nicaragua, s'exprimant également au nom du Brésil, a déclaré que le transport urbain est essentiel pour l'éradication de la pauvreté, en donnant accès à l'énergie, à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement. Le thème Etablissements humains et Transport devrait être intégré comme une priorité dans le programme de l'après-2015, que ce soit sous forme d'objectif autonome ou de groupe d'objectifs et d'indicateurs. Le délégué a ajouté que l'industrie automobile ne doit pas créer des obstacles aux modes de transport plus durables, et a appelé à un accès au marché international pour les pays en développement sans littoral (PDSL).

La Norvège, parlant également pour l'Irlande et le Danemark, a appelé à une approche intégrée des défis tels que l'itinérance et les bidonvilles, l'air pur et l'eau propre, l'autonomisation des femmes et des jeunes, et le changement climatique. La représentante a indiqué que, bien que la cible de l'ODD 7, concernant les habitants des bidonvilles, ait été atteinte il ya dix ans, bien des défis demeurent à relever. L'urbanisation offre de grandes opportunités, y compris pour la récupération et le recyclage des déchets, a-t-elle déclaré, ainsi que pour la lutte contre la violence contre les femmes et contre les inégalités en matière de droits fonciers, mais que la réalisation de ce potentiel nécessite des partenariats plus solides et la participation des populations dans les prises de décision.

La Pologne, parlant également pour la Roumanie, a déclaré que l'urbanisation conduira à la marginalisation des groupes qui sont déjà exclus de la société et aboutira, par exemple, à une augmentation du nombre des habitants des taudis. La représentante a souligné que l'ODD consacré aux villes durables doit englober les interconnexions avec d'autres domaines, et qu'il devrait figurer sous forme de thème transversal. Elle a proposé des objectifs pour: la création d'emplois, l'accès à un transport en commun abordable, une infrastructure routière pour les populations rurales, et l'amélioration de la sécurité des transports.

La Bulgarie, intervenant également au nom de la Croatie, a déclaré que le programme de développement de l'après-2015 devrait contribuer à façonner les villes de sorte que chacun puisse y avoir une qualité de vie décente tout en protégeant l'environnement. La représentante a souligné que les villes sont un domaine transversal important qui doit être reflété dans plusieurs objectifs, et que le transport n'a pas été pris en compte dans les OMD et qu'il n'y a pas bénéficié de l'attention

nécessaire, en dépit de ses liens avec les trois piliers du développement durable. En tant que contributeur à la sécurité alimentaire, à l'éducation et à la santé, a-t-elle précisé, le transport peut être considéré comme un facteur d'insertion sociale, et pourrait être reflété dans plusieurs objectifs.

La Chine, parlant également pour l'Indonésie et le Kazakhstan, a déclaré que le futur programme de développement doit, entre autres: optimiser les modèles de planification et de gestion urbaine; rendre le développement industriel compatible avec la taille de chaque ville et de chaque localité; accélérer le développement des villes à faible émission de carbone; et promouvoir le bâtiment vert. Au sujet du transport durable, elle a appelé à la coordination des transports entre les milieux rural, urbain et interrégional, et à la promotion de la conservation et la réduction des émissions dans le secteur des transports.

La Turquie, parlant également pour l'Italie et l'Espagne, a déclaré que les ODD devraient englober non seulement les villes en tant que moteurs de croissance économique, de création d'emplois, d'innovation et d'échange de cultures et d'expériences, mais aussi en tant que plates-formes de consommation, de production de déchets et d'émissions de GES. La dimension urbaine des ODD devrait, entre autres: réduire le nombre d'habitants de taudis; limiter la transformation des espaces publics en espaces privés; améliorer l'efficacité énergétique; et soutenir des modes de transport public, non motorisés.

Le Guatemala, s'exprimant également au nom de la Colombie, a déclaré que les villes joueront un rôle central dans le cadre des ODD, et qu'à travers les villes on peut visualiser comment des objectifs partagés peuvent se produire au sein de l'approche intégrée avancée par la Colombie. La représentante a souligné l'interdépendance entre les zones urbaines et les zones rurales, et a ajouté que sachant que toutes les statistiques indiquent que 70% de la population mondiale vivra dans des zones urbaines, en 2030, il serait irresponsable de ne pas avoir un ODD urbain.

Le Bénin, parlant au nom des pays les moins avancés (PMA), a souligné: la nécessité d'empêcher la croissance des bidonvilles, à travers une meilleure planification urbaine et un meilleur accès à des logements, lopins de terre et services de base abordables; la nécessité d'améliorer les filets de sécurité alimentaire et les services sociaux; la nécessité d'atténuer les risques naturels aggravés par le changement climatique au niveau des villes et des villages; la nécessité d'améliorer l'efficacité énergétique, y compris la mise en place de modes de transport abordables et de qualité; et des approches multisectorielles et multipartites. Il a ajouté que le GTCNL pourrait envisager un objectif consacré aux villes et modes de transport durables.

Le Japon a déclaré qu'il était ouvert à la proposition d'un objectif autonome consacré aux villes durables, tandis que les cibles à atteindre doivent impliquer les collectivités locales et les parties prenantes pour le partage des connaissances et le réseautage. Le délégué s'est déclaré peu convaincu du besoin d'avoir un objectif autonome consacré au transit, mais a reconnu son rôle important pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté.

Le Bangladesh a déclaré qu'il est essentiel d'aborder le phénomène démographique de l'urbanisation, en particulier à travers des objectifs rafraîchis consacrés aux bidonvilles et à l'étalement urbain. Pour rendre les villes plus durables, a-t-il indiqué, nous devons renforcer les liens entre la ville et la campagne. Soulignant l'importance du développement rural, il a déclaré que l'appauvrissement et le sous-développement poussent les gens à partir vers les villes à la recherche d'emplois.

Le Groupe commun des grands groupes a déclaré que l'ODD ne doit pas se contenter de promouvoir des villes durables, mais devrait promouvoir tous les types d'établissements humains. La porte-parole a indiqué que les cibles possibles pourraient inclure l'efficacité de l'utilisation de l'énergie et des matériaux, l'esprit d'entreprise durable, le traitement des déchets, des modes de transport à faible émission de carbone, et une perspective systémique.

La représentante des syndicats des travailleurs a déclaré que la création d'emplois décents en milieu urbain est une priorité. Elle a proposé des objectifs concrets portant sur la réduction des bidonvilles, l'octroi d'une priorité aux populations vulnérables, l'éradication de la pauvreté, la baisse des taux de chômage, et la réduction de l'exclusion sociale. Soulignant le rôle important des municipalités et des collectivités locales, elle a indiqué qu'elles doivent répondre aux besoins croissants, en fournissant des services publics de qualité et une gestion démocratique.

Le délégué des collectivités locales a déclaré que ces dernières préconisent fortement un ODD urbain autonome, et a souligné les opportunités offertes pour l'édification de zones urbaines durables et efficaces. Il a appelé les Etats membres à se joindre aux collectivités locales et aux parties prenantes qui peuvent transformer les communautés sur la voie de la durabilité, à travers la création d'un objectif consacré à la durabilité urbaine.

Le délégué des Enfants et des Jeunes, a déclaré que l'architecture de l'ODD doit faciliter le rôle des villes en tant que maîtres d'œuvre, vu que le nouveau partenariat mondial ne sera pas réalisable sans l'engagement des jeunes. Il a précisé que les villes et les collectivités locales seront des acteurs essentiels pour atteindre les cibles retenues dans les ODD universels, a appelé à une cible consacrée à la création d'espaces publics situés à cinq minutes de marche à pied de tous les ménages, et a rappelé la volonté de la jeunesse urbaine et, même de son désespoir, à s'engager dans le nouveau programme.

La porte-parole des femmes a appelé à des objectifs portant sur: l'élargissement de l'engagement actif avec les habitants des bidonvilles, les femmes, les maires et autres; l'évitement de la dégradation de l'environnement; et la promotion et la protection des infrastructures urbaines vertes. Elle a ajouté que le marché, à lui tout seul, ne peut pas faire avancer le développement durable, et a mis en exergue la responsabilité publique à tous les niveaux.

La Communauté scientifique et technologique a posé la question de savoir si un ODD urbain n'allait pas renforcer la dichotomie entre le milieu urbain et le milieu rural. Le délégué a déclaré que les ODD doivent inclure une déclaration stipulant clairement que l'objectif est l'urbanisation durable, en mettant l'accent sur le processus, susceptible d'aider aussi les zones rurales. Cet objectif a le potentiel d'intégrer, entre autres thèmes,

la santé, l'eau, l'alimentation, la pauvreté, les infrastructures, la biodiversité et l'utilisation des terres. Il a conclu en notant que lorsqu'un signal clair est fourni aux administrations municipales et locales, elles entreprennent « une immense action ».

Le délégué des Bahamas, au nom des pays de la Communauté des caraïbes (CARICOM), a déclaré que l'urbanisation et le transport durables doivent être « des composantes clés » du programme de développement de l'après-2015 et des ODD. Il a indiqué qu'il est essentiel de s'assurer de la création de partenariats forts entre l'ensemble des parties prenantes pertinentes en vue de traiter les questions d'inégalité des revenus, de création d'emploi, de résilience, de planification et de conception intégrées, et d'accès aux services urbains.

Israël, parlant également pour le Canada et les Etats-Unis, a déclaré que le travail du GTCNL doit être pertinent pour la majorité de la population mondiale qui vit et travaille dans les villes. Le délégué a souligné qu'un engagement significatif des parties prenantes doit être au centre du développement urbain, et que les citoyens eux-mêmes doivent jouer un rôle décisif dans la résolution des problèmes et dans l'innovation. Mettant en garde contre « le renforcement de la fracture statique entre le milieu rural et le milieu urbain », il a souligné que les thèmes transversaux affectent toutes les populations et toutes les régions.

Le Zimbabwe, au nom des pays d'Afrique australe, a déclaré que la promotion d'opportunités de subsistance dans les villes est essentielle à leur développement, mais que l'édification de villes durables reste une tâche ardue face à l'urbanisation galopante. La résolution des problèmes nécessite la technologie, l'accès au capital et des compétences de gestion avancées, devait-il préciser, appelant le secteur privé et les partenaires du développement à travailler ensemble pour la promotion du développement durable en milieu urbain.

La Serbie, parlant également pour la Biélorussie, a déclaré que le succès de la lutte contre le changement climatique dépend de la durabilité des villes. L'objectif doit être de parvenir à des villes intelligentes, à faible émission de carbone, voire « post-carbone ». Le délégué a souligné que de nombreux pays en transition ont entrepris des efforts visant: à améliorer les réseaux de transport; à réduire la pollution de l'air, le bruit et l'utilisation des combustibles fossiles; et à améliorer le transport multimodal, y compris le transport ferroviaire et fluvial. Il a également souligné que la coopération internationale et le soutien aux pays en développement et les pays en transition sont cruciaux pour le développement des réseaux de transport.

Le délégué du Népal a signalé qu'un cinquième de la population de son pays réside dans les villes, ce qui a entraîné des pressions massives sur les services sociaux et causé une augmentation des crimes. Il a souligné les priorités suivantes pour les PMA et les pays en développement enclavés: des modes de transport durables; la mise en place, pour les PMA, de la banque de technologies mandatée par le Programme d'action d'Istanbul (PAI); l'exploitation des synergies dans les ODD; la satisfaction des besoins particuliers des villes culturelles du patrimoine mondial; et la mise en application de tous les engagements de l'aide bilatérale publique au développement (APD) destinée aux PMA, sans délai.

Le délégué de la République de Corée a signalé que 91% de la population de son pays résident dans les zones urbaines, et que les villes et établissements humains durables doivent faire partie intégrante du cadre du développement durable de l'après-2015. Il a précisé que l'urbanisation doit être ancrée dans un objectif axé sur la lutte contre la pauvreté, tandis que le transport durable doit être intégré dans un objectif consacré à l'énergie durable. En ce qui concerne le changement climatique, il a affirmé que les négociations de la CCNUCC seront un facteur décisif dans la détermination du programme de développement durable de l'après-2015. Il a prévenu qu'étant donné que l'alimentation et l'énergie se trouvent être étroitement liées au climat, il sera difficile de façonner un objectif autonome consacré au climat.

Le Venezuela a déclaré que les villes modernes sont édifiées sur l'idée que la nature est destinée à être exploitées pour la croissance économique, remettant en cause le concept de « villes durables ». Nous pouvons penser que nous sommes indépendants de la nature, devait-il souligner, mais en fait, nous pouvons être, plus que jamais, dépendants de la nature. Il a souligné que les zones rurales sont la base de la vie urbaine.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, a déclaré que le développement urbain et rural ne peut plus être considéré de manière opposée, « les milieux urbain et rural sont jumeaux » et doivent être intégrés. Le délégué a mis en exergue trois grands principes: le rôle crucial de collectivités locales et de citoyens forts; une « approche intégrée de développement urbain », y compris de bonnes transitions entre les zones rurales et urbaines; et la durabilité de l'environnement des villes et la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Trois priorités pour le programme de développement de l'après-2015: l'accès universel à des sources d'énergie modernes; l'inclusion sociale; et le soutien d'un développement économique équilibré permettant de rendre les villes et les terres alentour plus attrayantes. Il a également souligné le rôle de la culture dans les villes durables.

Körösi a réagi à l'intervention de la France en faisant écho à la dimension culturelle de la ville durable. Il a précisé que rendre les villes durables ne signifie pas créer les mêmes villes partout; les villes seront différentes en raison de leurs origines culturelles. C'est ce qui rend nos villes notre chez-soi et c'est ce qui les rend attrayantes, devait-il ajouter.

L'Equateur, parlant également pour l'Argentine et la Bolivie, a souligné le rôle central de l'Etat en tant que coordinateur des politiques sociales et environnementales dans tous les établissements humains. Le délégué a appelé à un ODD axé sur l'élimination des obstacles posés aux personnes les plus vulnérables de la société, les personnes handicapées, en particulier dans les zones urbaines. Il a précisé qu'un apport durable et continu de ressources est nécessaire pour s'assurer que les ODD conduisent à des résultats concrets.

L'Inde, parlant également pour le Sri Lanka et le Pakistan, a déclaré que le programme de développement de l'après-2015 doit être suffisamment large pour répondre aux problèmes urbains à la fois des pays industrialisés et des pays en développement; encourager les investissements provenant de

sources diverses; et accorder une priorité aux investissements dans les transports publics. Il a souligné en particulier que répondre aux besoins des vieux établissements urbains, tout en assurant que les nouvelles villes fonctionnent dès le départ, constituera un vrai défi.

L'Australie, parlant également pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, a déclaré que les villes doivent adopter une approche intégrée et participative du développement, à travers la bonne gouvernance et la planification. Il a souligné l'augmentation continue des personnes vivant dans des taudis, qu'il a appelées « les plus vulnérables des pauvres de la planète ». Au sujet du transport, il a souligné la nécessité de services de transport dans les zones rurales, la résilience au changement climatique et la réduction des émissions du secteur des transports.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a déclaré que les questions urbaines et de transport doivent être traitées ensemble. La représentante a déploré: la séparation entre les zones d'habitats et les zones de travail et l'augmentation des déplacements qui en découle; la croissance dans les zones suburbaines, qui utilise les terres de façon plus intensive; et la croissance des mégapoles. Elle a précisé que les objectifs devraient notamment: rendre compte de la déclaration de Varsovie, de novembre 2013, sur le transport à faible émission de carbone et le développement durable; réduire l'utilisation des véhicules; renforcer les efforts des pays visant à réduire les émissions; et impliquer les différentes parties prenantes dans la mise en place de la mobilité durable.

L'Iran a déclaré que le GTCNL devrait se concentrer sur le développement durable des établissements humains, terme qui va au-delà de « urbain » et « rural ». Il a indiqué que la plupart des objectifs relatifs aux villes durables sont intersectoriels et que les chevauchements pourraient être abordés en mettant l'accent sur des thèmes qui intéressent uniquement les villes (planification et conception, résilience, espaces communs). Les objectifs axés sur le transport, tels que la sécurité routière et l'accessibilité des systèmes de transport, pourraient être intégrés dans d'autres objectifs, tels que ceux consacrés à l'infrastructure et à l'accessibilité.

Le Ghana a appelé, pour l'après-2015, à des objectifs qui soient spécifiques à la fois aux pays et aux localités. La représentante a affirmé que l'avenir de l'Afrique est urbain, et que nous risquons de créer des villes onéreuses et invivables si elles ne sont pas gérées de manière à tirer avantage des possibilités qu'offre l'urbanisation.

La Fédération de Russie a souligné la nécessité de prendre en considération la sécurité routière dans le programme mondial. Le délégué a proposé des indicateurs autonomes pour le transport durable et pour le transport sûr et abordable. Il a plaidé pour la création d'un groupe de haut niveau sur les transports durables pour assurer la cohérence des instances de l'ONU dans ce domaine.

Le Sénégal a déclaré que les villes devraient contribuer à la croissance économique, réduire la pauvreté et réaliser le développement durable. Le délégué a souligné le besoin de formuler de solides recommandations qui visent à établir un vrai partenariat entre toutes les parties prenantes.

Le délégué du Commerce et de l'industrie a déclaré qu'il devrait y avoir un ODD axé sur le transport, car: il est un outil de production essentiel; il est important de mettre en œuvre les conventions disponibles des Nations Unies sur le commerce et le transport; et les chaînes d'approvisionnement durables stimulent la compétitivité et la productivité. Pour illustrer l'importance du transport dans un monde globalisé, il a cité l'exemple d'une tasse de café servie à la cafétéria de l'ONU, qui est transporté là par 29 entreprises opérant dans plus de 18 pays.

Les ONG ont souligné l'importance des coopératives et les besoins particuliers qui sont respectés par les coopératives de transport. La porte-parole a souligné la nécessité, pour tout un chacun, d'être responsable de son propre impact sur la planète.

Le porte-parole des collectivités locales a mis en garde contre la mise en opposition des zones urbaines et rurales, car elles « ont un destin commun ». Il a plaidé plutôt pour une approche territoriale qui englobe les zones rurales, la sécurité alimentaire et les méthodes pour arrêter « l'étalement urbain ». Il a déclaré qu'un ODD axé sur l'urbanisation devrait inclure des objectifs consacrés au transport et à l'infrastructure. Il a appelé, enfin, à la mobilisation des responsables et des élus locaux pour la réalisation de progrès contre la pauvreté et contre le changement climatique.

Le porte-parole des enfants et des jeunes a proposé trois objectifs pour le transport: un transport sûr et actif (marche et vélo), qui pourrait être mesuré par le pourcentage de gens qui le font durant plus de 30 minutes par jour; la réduction des produits chimiques dangereux tels que le plomb et le noir de carbone; et une augmentation du pourcentage de personnes empruntant, régulièrement, les transports en commun.

La représentante des peuples autochtones a suggéré le rajeunissement des chemins de fer en Afrique et dans d'autres régions aux fins de réduire la dépendance sur le kérosène. Elle a apporté son appui à un appel lancé en faveur de modes de transport collectifs de petite taille, tels que le minibus, modes qui réduisent la nécessité de disposer de véhicules personnels.

CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES (Y COMPRIS LES PRODUITS CHIMIQUES ET LES DÉCHETS)

L'EXPOSE PHARE: Mercredi matin, Ernst Ulrich von Weizsäcker, co-président du Groupe international sur les ressources, a appelé à des changements importants dans les modes de production, et non pas simplement leur optimisation. Il a cité le rapport du Groupe de haut niveau de l'ONU sur le programme de développement de l'après-2015 (GHN), qui a déclaré que la réalisation des OMD est restée en deçà des prévisions parce qu'ils n'ont pas favorisé des modes de consommation et de production durables. Plaidant pour le placement du thème des modes de consommation et de production durables (CPD) au centre du nouveau programme de développement durable, von Weizsäcker a proposé qu'un objectif autonome, assorti de cibles intermédiaires et d'indicateurs, pour la gestion durable des ressources soit intégré à d'autres objectifs. Il a mis en garde contre le compromis et a encouragé le découplage de la durabilité environnementale de l'industrialisation et de la consommation des ressources. Il

a suggéré qu'il est possible, pour les pays en développement, d'être les pionniers de l'efficacité et du découplage, et qu'ils pourraient « battre les vieux pays industrialisés » s'ils le font.

Répondant à une question sur le principe des RCMD, von Weizsäcker a déclaré que l'iniquité mondiale reste un problème et que la croissance économique est l'objectif principal pour les pays en développement. Au sujet du découplage, von Weizsäcker a indiqué qu'il pourrait être « psychologiquement plus facile », pour les pays industrialisés, d'accepter la nécessité d'une utilisation efficace des ressources, si les pays en développement acceptaient également de consentir des efforts dans ce domaine. Il a souligné que le thème de l'efficacité en matière d'utilisation des ressources est bon pour le développement économique et social dans les pays du Sud.

En ce qui concerne le découplage dans le cadre de la réduction de la pauvreté, von Weizsäcker a souligné la fracture Nord-Sud, entre les riches et les pauvres, et la solution potentielle de l'échange des quotas d'émission de CO² entre les pays.

A une question posée sur la façon de créer un objectif ou un indicateur de l'utilisation efficace des ressources qui soit d'utilité aux deux extrémités de la chaîne d'approvisionnement, il a répondu que nous devons séparer les questions de CPD et d'efficacité. Premièrement, nous devons créer une limite à la consommation de ressources par habitant, et deuxièmement, nous avons besoin de fixer un objectif d'efficacité à la fois pour le Nord et pour le Sud. En réponse à une question sur le rôle des marchés et des instruments financiers, il a déclaré que les marchés existants ne feront rien pour favoriser l'efficacité sans une intervention de l'Etat visant à rendre l'efficacité et les énergies renouvelables rentables. Il a décrit une taxe sur la pollution de l'air, en Suède, dont les revenus sont recyclés dans les industries de l'acier, des métaux non-ferreux et dans les industries électriques, qui donne lieu à une concurrence pour réduire les polluants atmosphériques.

LES EXPOSES D'EXPERTS ET LES DEBATS: William McDonough, fondateur de McDonough et Partenaires, a déclaré qu'une croissance exponentielle dans un monde aux ressources limitées est un problème fondamentalement difficile à résoudre. La durabilité devrait signifier plus que simplement limiter « les mauvaises choses ». Il a ajouté que réduire les émissions à travers l'efficacité est une bonne chose, mais que la question doit être reformulée de manière à savoir pourquoi sommes-nous en train de polluer. Il a précisé que, si nous optimisons la conception dès le début, nous pouvons supprimer les choses que nous ne voulons pas, par souci d'efficacité, et les remplacer par les choses que nous voulons. Aujourd'hui, nous demandons: « Combien puis-je obtenir pour le peu que je donne? » Nous devons changer cela par « Combien pouvons-nous donner pour tout ce que nous obtenons »?

Karti Sandilya, Blacksmith Institute, a présenté un exposé sur son travail avec la *Global Alliance on Health and Pollution*, qui aide les pays à revenu faible ou intermédiaire dans le nettoyage de sites toxiques. « Nous combattons une épidémie mondiale », a-t-il expliqué, avec plus de 200 millions de personnes, pour la plupart des enfants et des pauvres, exposés à des niveaux dangereux de toxines. Les pays riches ont transféré

les industries manufacturières et minières à l'étranger vers les pays pauvres, avec des contrôles de pollution inadéquats, a-t-il expliqué. Il a parlé de la prévention, comme étant plus sûre, moins onéreuse et plus efficace que la réparation. Il a évoqué les effets de la pollution chimique sur la pauvreté et sur l'économie, soulignant qu'elle affecte, de manière disproportionnée, les femmes pauvres, les enfants et les fœtus, et qu'elle peut affecter le développement cérébral de communautés entières. Les ODD doivent porter sur les produits chimiques, les déchets et la pollution toxique, a-t-il insisté, aux fins de réduire leur impact sur la santé des populations locales.

Helio Mattar, président, *Akatu Institute for Conscious Consumption*, a déclaré que le milliard de personnes qui constitue la majorité des consommateurs du monde entier deviendra quatre milliards dans les 20 prochaines années, ce qui signifie que les modèles de production et de consommation actuels exigeront une réduction de 75% dans l'utilisation des ressources naturelles. Soulignant que les consommateurs permettront une consommation différente, mais pas réduite, Mattar a appelé à des produits et des services qui soient, entre autres: durables, partagés, d'origine locale, virtuels et bons pour la santé, et a mis en exergue la qualité de l'expérience et de l'émotion par-dessus les biens tangibles. Il a suggéré de passer du stade de la possession des produits et services à celui de leur simple utilisation, et du stade de la considération de la consommation comme une fin en soi à celui de son utilisation comme un instrument de bien-être. Mattar a enfin indiqué que les ODD devraient intégrer deux types d'indicateurs: ceux qui montrent l'effort fourni, comme le nombre d'écoles dotées de campagnes d'éducation durables, et ceux qui montrent les résultats obtenus, tels que le pourcentage de la population au-dessus d'un niveau minimum de bien-être.

A une question posée sur les définitions, McDonough a répondu en suggérant que l'ONU devrait établir une distinction entre les éléments consommables (dentifrice, denrées alimentaires) et les « produits de service » (TV, voiture). Il a suggéré de concevoir, pour la consommation, des produits « retournés à la biologie », sans effets toxiques ou polluants, et de conception, dans le domaine de la technologie, des produits qui peuvent être recyclés.

En réponse à une question sur le PIB comme unité de mesure, Mattar a déclaré que nous devrions nous inquiéter moins de la croissance du PIB et davantage de la création d'emplois.

En réponse à une question sur le rôle des sociétés, il a indiqué que très peu d'entreprises travaillent dans le cadre de la durabilité; qu'à la place et lieu de cela, leur travail est axé sur la responsabilité sociale des entreprises et qu'il est insuffisant lorsque l'on regarde les quatre milliards de consommateurs de la classe moyenne qui entreront dans le marché au cours des 20 prochaines années. En réponse à une question sur le nombre d'heures travaillées, il a indiqué que nous devons garantir que le travail recevra une plus grande proportion du PIB, moyennant une réduction de la charge de travail et une nouvelle répartition des effectifs. En réponse à une question sur l'éducation, il a appelé à des politiques publiques pour soutenir l'éducation des enfants et des jeunes, en matière de CPD. Il

a également parlé de la nécessité de réguler les marchés financiers, en partie à travers une pression exercée par les organisations communautaires. Sandilya a répondu aussi que le comportement des entreprises peut faire une différence. Il a signalé que bon nombre, des 20 millions de personnes dans le monde exposées à l'empoisonnement au plomb, le sont dans des opérations « d'arrière-cours » qui recyclent les batteries au plomb-acide. Si les entreprises de production de ces batteries adoptaient une approche de cycle de vie et recyclaient toutes les batteries qu'elles produisent, cela ferait sortir les recycleurs informels de l'entreprise et mettrait fin à leur exposition au plomb. Pour le remplacement des emplois perdus, il a recommandé la conversion de ces recycleurs en agents de collecte de batteries usagées.

Dans sa conclusion, Sandilya a appelé pour un composant spécifique axé sur la santé du public et de l'environnement dans un ODD consacré à la santé. Mattar a conclu qu'une feuille de route à long terme pour l'éducation des enfants et des jeunes, des campagnes pour les adultes et un grand débat de société seront nécessaires pour transformer la société. McDonough a clôturé en soulignant que la réutilisation d'un article doit être prévue dans sa conception originale, de manière à éliminer sa mise en décharge.

L'ÉCHANGE DE VUES INTERACTIF: Fidji, au nom du G-77/Chine, a déclaré que le mode de CPD est un concept global qui doit être abordé comme tel. Le délégué a souligné que les produits chimiques et les déchets présentent des défis concrets particuliers, qui nécessitent une action ciblée et efficace. Les pays en développement, en particulier les PEID et les PMA, n'ont pas les capacités nécessaires pour une gestion rationnelle des déchets et des produits chimiques et ont besoin d'aide dans les domaines du transfert de technologie et du renforcement des capacités. Il a précisé que compte tenu de l'augmentation continue de la population mondiale, il ya une grande urgence, pour la génération actuelle, d'adopter des modes durables qui protègent les droits des générations futures. Il a appelé enfin à un leadership fort des pays industrialisés dans la mise en œuvre du Cadre décennal pour la programmation des modes de CPD, qui doit servir de « cadre de coopération mondiale ».

La Barbade, parlant également pour les Bahamas et la CARICOM, a souligné le manque de capacités en matière de gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets, dans les PEID, appelant à une assistance dans les domaines du transfert des technologies et du renforcement des capacités, pour remédier à leur situation particulière. La représentante a déclaré que les ODD et le programme de développement de l'après-2015 devraient mettre l'accent sur: une consommation mondiale équitable et équilibrée des ressources; la mise en œuvre du calendrier du Cadre décennal pour la programmation du mode de CPD, les pays industrialisés y jouant le rôle de chefs de file; la création d'une plate-forme spécifique aux PEID au sein du Cadre décennal; et le renforcement institutionnel pour sa mise en œuvre aux niveaux national et local.

L'UE a fait état des avantages du mode de CPD, y compris la stimulation de l'emploi et l'innovation dans l'utilisation efficace des ressources et des services pertinents. Le délégué a

indiqué que le mode de CPD a une portée universelle articulée comme suit: pour les pays industrialisés, il implique l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production permettant l'adoption de modes de vie plus durables, tandis que pour de nombreux pays en développement, il permet un meilleur bien-être et une prospérité économique. Il a appelé à la réduction des déchets alimentaires pour diminuer la pression sur la production. A propos des déchets, encore, il a souligné qu'ils constituent, de plus en plus, un sujet de préoccupation universel, et au sujet des produits chimiques, il a signalé que l'exposition à certains produits chimiques entraînait plus de décès que le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme.

Le Royaume-Uni, parlant également pour l'Australie et les Pays-Bas, a déclaré que le thème de CPD est un thème transversal. Il a précisé que toutes les parties devront contribuer, en fonction de leur stade de développement respectif, mais que cela pouvait évoluer avec le temps. Plus précisément, le monde doit: produire plus de nourriture avec moins de ressources; réduire le gaspillage de l'eau; améliorer la réutilisation et le recyclage; et utiliser l'énergie non renouvelable de manière plus efficace, tout en éliminant progressivement les subventions accordées aux combustibles fossiles.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovénie, a déclaré que l'utilisation inefficace et inéquitable des ressources sapait les efforts de développement dans de nombreux pays. Le délégué a averti que l'approche fondée sur un modèle unique applicable à tous, pour le mode de CPD, ne sera pas suffisante pour réaliser des progrès mondial. Il a appelé à découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources et de la dégradation de l'environnement, à travers la promotion des TIC et de choix de style de vie plus responsables. Il a précisé que l'intégration du mode de CPD dans les politiques, à tous les niveaux, est nécessaire pour sa mise en application, et a mis en exergue l'action et la sensibilisation des consommateurs à cet égard.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a déclaré que nous atteignons et violons les limites de la Terre, mentionnant la surconsommation de biens et services. L'énergie verte durable pour tous pourrait être la première étape permettant d'assurer un mode de CPD. Le délégué a suggéré que les gouvernements pourraient aider les entreprises à avancer vers le mode de CDP, à travers des taxes environnementales et des incitations fiscales. Il a également appelé à réduire l'utilisation des matières dangereuses et des produits chimiques toxiques et la production de déchets, à la sensibilisation des consommateurs à la valeur du mode de CPD, et à l'utilisation du Cadre décennal pour la programmation du mode de CPD. Les pays industrialisés devraient prendre l'initiative de la promotion du mode de CPD, devait-il souligner, mettant en exergue l'assistance financière et technique et le renforcement des capacités en faveur des pays en développement.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a déclaré qu'en matière de commerce et d'industrie, nous avons besoin de nouveaux modèles, d'innovation, de nouvelles politiques publiques et d'une sensibilisation des consommateurs au sujet de l'empreinte écologique et de l'impératif d'aller vers une économie plus durable. La représentante a ajouté que le mode

de CPD est le moyen qui permettra de dissocier la croissance économique de la consommation des ressources et de la dégradation de l'environnement, et d'assurer la justice sociale. Elle a conclu en soutenant le GHN dans son évaluation que les OMD ont manqué de favoriser le mode de CPD, et que cela doit être une priorité dans le programme de développement de l'après-2015.

La Serbie, parlant également pour le Bélarus, a souligné le rôle crucial du Cadre décennal pour la programmation du mode de CPD dans les résultats devant être obtenus aux niveaux national et régional, grâce à sa concentration sur la mise au point, la réplication et l'intensification du mode de CPD. Il a souligné qu'il s'agit d'une responsabilité partagée entre les parties prenantes, les gouvernements, la recherche, les entreprises, les universités, les grands groupes sociaux et les organismes internationaux. Il a encouragé l'octroi d'une priorité aux secteurs qui consomment beaucoup de ressources et qui ont une grande importance économique.

Le Danemark, parlant également pour l'Irlande et la Norvège, a appelé à reconnaître le caractère transversal du thème de CPD, qui a un impact sur: le découplage de l'utilisation des ressources de la croissance économique; le renforcement des marchés publics écologiques; la réduction des déchets; la compréhension du coût des externalités environnementales; et une meilleure gestion de production et des déchets alimentaires. Le Cadre décennal pour la programmation du mode de CPD, l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) et les traités sur les produits chimiques et les déchets sont des étapes importantes dans la bonne direction, mais qui doivent bénéficier d'une meilleure mise en application.

L'Italie, parlant également pour la Turquie et l'Espagne, a admis qu'il sera difficile de concevoir des objectifs qui reflètent à la fois la surconsommation et la sous-consommation mondiales, mais qu'ils doivent être adaptés de manière à ce que les avantages d'une action précoce soient ressentis. Le délégué a déclaré que « le temps est la seule chose que nous ne pouvons pas recycler », et a imploré les délégués « à agir maintenant et à viser plus loin que les avantages immédiats ».

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a déclaré que le mode de CPD est absolument fondamental pour les objectifs de l'après-2015, vu qu'il implique la nécessité d'un programme universel. La représentante a souligné que la question des produits chimiques et des déchets est plus qu'une question technique et qu'elle est au centre des efforts visant à réduire la pauvreté. Elle a utilisé le mode de CPD pour illustrer « l'approche intégrée » de la Colombie pour la répartition des cibles à atteindre entre plusieurs objectifs qui, a-t-elle affirmé, vont aider à concrétiser l'impact et l'action sur le terrain.

La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a déclaré que la mise en œuvre du Cadre décennal pour la programmation du mode de CPD exige de repenser les modèles et outils actuels. La représentante a souligné que les gouvernements, le secteur privé, les syndicats et la société civile doivent partager la responsabilité, en tant que « nous sommes tous des producteurs et des consommateurs ». Le mode de CPD, a-t-elle ajouté, peut être le puissant moteur d'un programme de transformation.

L'Arabie Saoudite a déclaré que les pays industrialisés doivent prendre l'initiative dans le domaine de l'évolution des modes de consommation et de production, conformément à l'esprit et à la lettre du Cadre décennal pour la programmation du mode de CPD. La représentante a encouragé les pays industrialisés à soutenir les moyens de mise en œuvre des pays en développement destinés à la réalisation du mode de CPD.

Le Bangladesh a souligné que, dans les pays industrialisés, CPD signifie utilisation efficace des ressources et changement du mode de vie pour la réduction des déchets. Dans les pays en développement, en revanche, cela signifie renforcement des capacités pour « sauter » vers des pratiques concurrentielles plus économes en ressources et plus respectueuses de l'environnement. Le délégué a appelé à la prévention des taux élevés des pertes et gaspillages alimentaires. Au sujet de la gestion des produits chimiques et des déchets, il a souligné que les pays en développement méritent une attention particulière, notamment dans le domaine du renforcement des capacités.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a déclaré que le mode de CPD doit être inclus dans les programmes de développement nationaux. La représentante a décrit l'approche du Mexique dans sa progression vers un mode de CPD, considéré comme étant un thème transversal, à propos duquel chaque ministère a une responsabilité. Le Mexique, le Pérou et les pays du Cône Sud travaillent conjointement pour faire avancer le cadre décennal pour la programmation des modes de CPD, a-t-elle souligné.

Le Chili a parlé de l'importance d'appréhender le mode de CPD dans des termes plus concrets aux fins de sensibiliser et mobiliser les différents acteurs qui doivent y être engagés. La représentante a appuyé l'approche « de la cible à l'objectif » proposée par la Colombie, et une proposition visant à inclure la communication des données concernant la durabilité dans le cadre de l'ODD.

La Fédération de Russie a déclaré que la transition vers le mode de CPD contribue à l'éradication des problèmes de la pauvreté, de la faim et de la maladie, tout en minimisant les effets anthropiques négatifs sur la planète ». La priorité devrait être à la transformation des modes de vie, de l'éthique et des relations culturelles et sociales », a déclaré en substance le délégué. Cherchant à renforcer le régime juridique international pour atténuer les impacts de la pollution industrielle et autre, il a souligné la nécessité de s'assurer des synergies entre les structures juridiques existantes.

La Suède a déclaré que la CPD est un concept universel ayant des liens clairs avec toutes les parties du développement durable, y compris la sécurité alimentaire, la croissance économique et la réduction de la pression sur les écosystèmes. La représentante a indiqué que la gestion rationnelle des produits chimiques est essentielle pour la protection de la santé humaine et celle de l'environnement.

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a expliqué que: le tourisme a été reconnu comme étant un domaine clé dans le Cadre décennal pour la programmation des modes de CPD; les réalisations du tourisme peuvent et doivent enclencher des améliorations à l'extérieur du secteur, notamment dans les

domaines de l'eau et de la biodiversité; le tourisme représente 5% du PIB mondial et emploie une personne sur 11 de la population active dans le monde; et en 2030, 58% du plus d'un milliard des arrivées de touristes se produiront dans les économies émergentes.

La Communauté scientifique et technologique a déclaré que le débat sur les objectifs et indicateurs est aussi important que les objectifs eux-mêmes et que le GTCNL devrait définir des indicateurs qui « ne causeront pas de préjudice » et veiller à éviter les répercussions négatives. La représentante a souligné que la façon dont les données sont collectées, stockées et analysées fera une différence dans la mise en œuvre.

Le délégué du Commerce et de l'Industrie a déclaré que la CPD est au centre du changement, mais qu'elle ne peut pas être une approche unique applicable à tous, et que diverses approches sont nécessaires pour les différents pays et les divers secteurs. Il a indiqué que les industries peuvent accélérer les progrès à travers le Cadre décennal et que de nombreuses industries utilisent la production durable, l'efficacité énergétique et la réduction des déchets. Il a averti qu'essayer de dicter des programmes et limiter les choix risque de nuire à l'innovation et au progrès.

Le Canada, parlant également pour les Etats-Unis et Israël, a exprimé son soutien aux initiatives en faveur des modes de CPD, qui ont abouti au Cadre décennal, en 2012, qui « heureusement est déjà opérationnel ». Dans un sens plus large, a ajouté le délégué, le thème de CPD décrit l'objectif global du GTCNL, mais que le présent débat devrait se concentrer sur les opportunités spécifiques qui pourraient faire l'objet d'ODD et de cibles à atteindre dans des domaines, tels que l'énergie, l'eau et l'assainissement, et la sécurité alimentaire. Il a qualifié la science, la technologie et l'innovation de thème transversal nécessaire. Il a exprimé des doutes sur la nécessité d'un objectif autonome consacré au thème de CPD.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Équateur, a appelé à un soutien pour les micro, petites et moyennes entreprises; a déclaré que les subventions agricoles et celles accordées aux combustibles fossiles constituent autant de moyens entraînant la production non durable; a encouragé la sensibilisation sur l'importance de l'environnement pour un changement culturel; a appelé à l'utilisation de l'approche fondée sur le cycle de vie pour l'identification des produits durables; et a souligné que l'approvisionnement public, compte tenu de son grand volume, peuvent conduire à des marchés durables.

La Chine, parlant aussi pour le Kazakhstan et l'Indonésie, a déclaré que les pays industrialisés devraient prendre l'initiative dans la transition vers la CPD et la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets. L'objectif à court terme de l'ODD devrait consister à aider les pays à mettre en œuvre la CPD pour atteindre les objectifs nationaux de développement durable, et l'objectif à long terme devrait consister à faciliter la mise en œuvre d'autres ODD. La représentante a également signalé que les Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm sont confrontées à des défis dans leur mise en application, en raison du manque de fonds et d'assistance technique.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, a déclaré que les nouveaux modes de consommation et de production doivent créer des emplois et réduire les inégalités. Le délégué a appelé à intégrer pleinement la CPD dans les différents domaines du développement, l'énergie, la santé, la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement, le changement climatique, l'éducation et la formation. Il a signalé que, chaque année, 90 millions de personnes sont affectées par l'exposition à des produits chimiques et à des déchets dangereux, et a appelé à des alternatives sûres.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a déclaré que les discussions menées à ce jour ont été superficielles et détachées des réalités sociales et économiques du 21^{ème} siècle. Le délégué a appelé à mettre davantage l'accent sur les données et sur le soutien technique, et a ajouté que le principe de RCMD doit être appliqué. Il a précisé que nous ne pouvons pas réduire la production si nous ne réduisons pas la demande. Il a appelé à une attention particulière aux produits chimiques et aux déchets en raison de leur impact sur la santé humaine, sur les conditions de travail et sur l'environnement. Une nouvelle architecture économique pourrait globaliser un mode de vie durable, les pays industrialisés y montrant la voie.

L'Uruguay a souligné la nécessité d'assurer des ressources financières et des technologies aux pays en développement pour faire avancer les modes de CPD. Le délégué a déclaré que les ODD doivent inclure la gestion des déchets et des produits chimiques, et s'assurer que les cibles peuvent être atteintes vraiment.

Le Bénin, au nom des PMA, a parlé de la nécessité de comprendre comment le comportement des consommateurs a changé, et quelles combinaisons politiques sont les plus efficaces. Le délégué a appelé à la sensibilisation, à travers l'engagement de la société civile et les systèmes scolaires, pour la mise en œuvre des programmes de CPD. Les petites et moyennes entreprises dans les PMA doivent être aidées à promouvoir la CPD, a-t-il conclu.

La porte-parole des Femmes a déclaré que le Nord devrait prêcher par l'exemple, dans la promotion de la CPD. Elle a souligné que l'égalité des sexes est une dimension essentielle du découplage et a appelé à des indicateurs sexospécifiques pour chaque cible.

La représentante des syndicats des travailleurs a apporté son appui à l'intégration de la CPD dans un objectif proposé sur le travail décent, et a déclaré que les principes importants de la programmation de la CPD englobent: l'utilisation efficace des ressources, l'analyse du cycle de vie des produits, et zéro déchets, toxicité et émissions de CO². Elle a signalé que de nombreux pays en développement ont exprimé leur volonté de gérer de façon durable les produits chimiques, mais qu'ils sont confrontés à des lacunes financières.

Le délégué du Commerce et de l'industrie a déclaré que le secteur des produits chimiques offre des produits et des solutions essentielles pour relever les défis du développement durable, y compris: des technologies et des avancées médicales, augmentation de la production agricole et réduction du gaspillage alimentaire, de l'eau potable et des matériaux de construction adaptés à l'efficacité énergétique et à l'édification durable.

La porte-parole des peuples autochtones a parlé des industries extractives comme étant un facteur aggravant des modes non durables de consommation et de production, en particulier dans les territoires autochtones. Elle a encouragé l'adoption de la CPD dans le cadre d'ODD d'ordre général, à mettre en œuvre aux côtés de la gestion durable des ressources naturelles.

Le porte-parole des ONG a déclaré que l'approvisionnement public durable est un outil puissant pour la promotion de la CPD et a suggéré l'adoption d'une cible axée sur ce thème, signalant que certains gouvernements utilisent les marchés publics pour récompenser les pratiques durables.

Le porte-parole des Enfants et les Jeunes a appelé à l'adoption d'une cible axée sur l'intégration de la CPD dans l'enseignement, à la fois dans les programmes scolaires et dans les comportements généraux. Il a également souligné l'importance des savoirs traditionnels.

L'Inde, parlant également pour le Pakistan et le Sri Lanka, a déclaré que la CPD devrait être un objectif autonome et un élément central au sein des ODD. Même si la CPD est de portée universelle, les pays industrialisés doivent prendre l'initiative. Le délégué a appelé à une approche ciblée pour réduire la consommation d'énergie par habitant dans les pays industrialisés, et à une réaction d'ordre global au niveau trop élevé du gaspillage alimentaire dans les pays industrialisés.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PREVENTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Le co-président Kőrösi a ouvert la session, jeudi après-midi. Affirmant que le changement climatique est l'un des changeurs de la donne les plus importants qui exerceront une influence directe sur le développement, il a demandé aux participants de réfléchir sur la façon de traduire les enjeux climatiques en objectifs et cibles à atteindre.

LES EXPOSES PHARES ET LE DEBAT INTERACTIF:

Andrew Steer, président-directeur général de l'Institut des ressources mondiales (WRI), a déclaré que si on se soucie de la réduction de la pauvreté et du développement, on doit se soucier également du changement climatique. Il a indiqué que les progrès accomplis dans la réalisation des OMD pourraient être anéantis par le changement climatique qui affecte le développement à travers l'augmentation de la température, l'élévation du niveau de la mer et des manifestations extrêmes dans le cycle hydrologique. Il a souligné qu'il n'entendait pas plaider pour un objectif autonome axé sur le climat ni même pour des cibles spécifiques à atteindre dans ce domaine, et a suggéré que chacun des objectifs qui seront retenus, doit rendre compte de la dimension du changement climatique. Il a appelé à un scénario établissant une connexion entre le développement et le changement climatique dans les libellés introductifs des objectifs, et a identifié des objectifs de développement attentifs à la considération climatique dans les ODD axés sur l'énergie durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des villes productives et résilientes et un partenariat mondial pour le développement.

Pan Jiahua, directeur de l'Institut des études urbaines et environnementales, Académie chinoise des sciences sociales, a déclaré qu'un objectif axé sur le changement climatique

est fondamental dans le cadre des ODD, et qu'il doit être en harmonie avec le développement et la durabilité. Il a précisé que ses indicateurs doivent être mesurables, communicables et vérifiables, et a cité des exemples à la fois d'indicateurs globaux, reflétant le principe de RCMD, et d'indicateurs par habitant. Pan a souligné que les causes entraînant le changement climatique sont liées à tous les autres thèmes des ODD. Il a également préconisé de passer du paradigme de la civilisation industrielle fondée sur les combustibles fossiles, qui néglige les limites géo-physique et qui est matérialiste, à celui de l'harmonie entre l'homme et la nature, qui repose sur l'efficacité et la justice.

Les observations et les questions des membres du GTCNL ont englobé celles du vice-ministre français du développement, Pascal Canfin, qui y a souligné qu'il est important de veiller à limiter l'élévation de la température de la planète, et qui a affirmé qu'un programme de développement ne peut plus être envisagé sans prise en compte du changement climatique. La pauvreté ne peut être éradiquée, devait-il ajouter, sans l'intégration de solutions au problème du changement climatique dans le programme idoine. Il a souligné qu'un ODD spécifique axé sur le changement climatique n'apporterait pas de valeur ajoutée, mais que le thème devrait être reflété à travers l'ensemble des objectifs sous nombre d'angles différents.

La représentante spéciale du Secrétaire général, chargée de la prévention des risques de catastrophes, Margareta Wahlström, a déclaré que le développement durable n'est pas possible sans la reconnaissance des risques de catastrophe et du changement climatique. Compte tenu de l'augmentation rapide des catastrophes, a-t-elle indiqué, nous nous sommes concentrés davantage sur les pertes que sur la préparation et sur les mesures d'atténuation. Elle a encouragé la réflexion sur les risques, sous trois angles: la prévention des risques, la réduction des risques et le renforcement de la résilience.

Répondant à une question posée sur le principe des RCMD, Steer a indiqué que ce principe ne doit pas devenir un fardeau, mais un investissement dans le développement. Il a souligné qu'un objectif autonome axé sur le climat pourrait pousser le processus de la CCNUCC « dans la mauvaise direction ». Influencer les chances d'un accord à la vingt-et-unième session de la Conférence Parties à la CCNUCC (CdP 21), devait-il affirmer, n'est pas le rôle du GTCNL, mais que le processus des ODD commettrait « une grosse erreur » s'il ignorait le changement climatique au motif qu'il y existe d'autres processus en cours. Le travail du GTCNL ne consiste pas à s'immiscer dans les négociations, a-t-il affirmé, mais d'établir des ODD, et cela ne peut se faire sans évocation du changement climatique. Il a ajouté que les mesures de riposte au changement climatique concernent de près le développement: la résilience des villes et de l'agriculture, comme exemple de mesure d'adaptation, et l'utilisation efficace des ressources, comme exemple de mesure d'atténuation.

Dans ses réponses, Pan a déclaré que le processus des ODD peut avoir un impact positif sur les négociations de la CCNUCC. Un ODD axé sur le climat, a-t-il indiqué, peut faire avancer plus loin le processus de négociation. En raison de

la centralité du changement climatique dans le domaine de la durabilité, il a présenté l'idée d'avoir un objectif autonome sur ce thème comme étant « absolument nécessaire ». Il a suggéré qu'au minimum, les ODD devraient rendre compte des éléments à faible émission de carbone, car même cela pourrait avoir un impact sur les négociations de la CCNUCC.

LES EXPOSES D'EXPERTS ET LE DEBAT: Vendredi, Debra AK Johnson, *DuPont Sustainable Solutions*, a déclaré à la menace posée par le changement climatique devrait motiver l'évolution, en particulier dans le domaine de la prévention des risques de catastrophe (PRC). Soulignant la nécessité d'objectifs clairs et d'une communication facile entre les acteurs, elle a déclaré que le secteur privé réagira mieux aux idées qui établissent une passerelle entre la PRC et les préoccupations actuelles. Elle a précisé que les entreprises privées reconnaissent les avantages du travail en commun, et a appelé à des objectifs mesurables.

Peter deMenocal, Université de Columbia, a parlé du rôle de la science climatique dans le débat sur la façon dont nous réagissons au monde en mutation. Affirmant que le changement climatique aura un impact sur les « fondamentaux de la civilisation humaine », y compris l'alimentation, l'eau, l'abri et les conflits, il a souligné que c'est là où la science peut fournir des données pertinentes et utiles. S'agissant de l'alimentation, il a expliqué que pour chaque degré de réchauffement, les rendements diminueront de 5 à 10%. Au sujet de l'eau, il a parlé de l'évolution de l'accès à l'eau potable, de l'agriculture et de l'électricité. DeMenocal a également souligné que le changement climatique augmente l'évolution vers des conflits, affirmant que « le changement climatique menace le monde que nous voulons ».

Ronald Jackson, directeur exécutif de l'Agence de gestion des catastrophes de la Caraïbe, a déclaré que nonobstant le fait qu'un autre orateur ait estimé que la prévention des risques est essentielle pour la résilience, il pense, quant à lui, tout à fait le contraire: en mettant l'accent sur les indicateurs de résilience, les risques peuvent être réduits. Il a décrit le Cadre d'action et de gestion des catastrophes comme cherchant à parvenir au même « état final souhaité » par le programme de développement durable. Toutefois, devait-il préciser, ils n'y ont pas pris en compte, suffisamment, les facteurs sous-jacents, les risques et l'amélioration de la résilience, et ce sont là les domaines que les ODD pourraient traiter. Il a ajouté que les objectifs pourraient être axés sur: la prévention de l'exposition humaine aux risques et l'accroissement de la sécurité; les pertes et les impacts systémiques sur la société, l'économie et les moyens de subsistance.

En réponse à une question sur la manière de mesurer les moyens de subsistance, Jackson a déclaré que l'évaluation des dommages et des pertes peut appréhender les moyens de subsistance au niveau local à travers la collecte de davantage de données, ce qui n'est pas toujours bien défini en termes économiques. A une question sur les objectifs spécifiques, il a répondu que tout ce qui gravite autour de l'environnement ou des services écosystémiques permettra de saisir et de regrouper

les trois thèmes – la PRC, le changement climatique et le développement durable. Un objectif commun pourrait également être déterminé sur l'adaptation au changement climatique.

Répondant à une question sur l'éventualité d'un objectif axé sur la science de la sécurité alimentaire, DeMenocal a indiqué qu'il s'agit là d'une toute nouvelle discipline qui s'appuie sur les nouvelles mathématiques et statistiques pour quantifier les réactions de cultures particulières au changement climatique. A une question posée à propos de la collaboration entre le secteur privé et la communauté scientifique, il a répondu que l'une des premières collaborations, dans ce domaine, est avec le secteur de l'assurance qui cherche à comprendre comment les manifestations climatiques extrêmes influent sur leurs exploitations. Répondant à une question sur la nécessité d'une « voie rapide » dans les domaines de la connaissance et de la recherche, il a souligné que la connaissance scientifique progresse si vite que nous devons obtenir les données des parties prenantes, plus rapidement, autrement elles risquent de ne plus être pertinentes. Répondant à une question sur la nécessité d'inclure le changement climatique dans les ODD, deMenocal a déclaré que le changement climatique est le fondement de chacun des ODD et que concevoir les objectifs avec l'idée que le climat est immuable ne serait pas compatible avec les dogmes scientifiques. En ce qui concerne les négationnistes du changement climatique, il a souligné que la communauté scientifique peut fournir les informations nécessaires d'une manière opportune et pertinente, et il a encouragé les délégués à décider ce qui est pertinent pour leurs mandats.

Johnson a répondu à une question posée sur le rôle de la science en indiquant que les ingénieurs de la science de DuPont s'intéressent à la RRC, mais qu'ils ont besoin d'orientations pour focaliser leurs efforts. A une question à propos de l'élaboration des objectifs, elle a déclaré que le débat doit être large et inclure la participation de l'ensemble des parties prenantes.

L'ÉCHANGE DE VUES INTERACTIF: Les délégués ont eu l'occasion de parler de ce module thématique, jeudi et vendredi. La Bolivie, au nom du G-77/Chine, a appelé tous les pays à s'acquitter de leurs engagements dans les domaines du climat et du développement. Le délégué a souligné que le changement climatique met les pays en développement à péril et y perturbe les moyens de subsistance. « Le modèle de développement actuel doit être réadapté au monde en évolution », a-t-il précisé, mettant en exergue l'importance de la lutte contre le changement climatique et de la PRC dans le programme international de développement durable.

L'UE a déclaré que des efforts visant à lutter contre le changement climatique doivent être intégrés dans le programme de développement de l'après-2015, en particulier dans les domaines: de la CPD, de l'énergie durable et du transport, de l'éducation, de la santé, de la PRC, de la sécurité alimentaire, de l'eau, de la biodiversité et de la sécurité. Le délégué a souligné que les plus pauvres et les plus marginalisés sont les plus exposés aux risques de catastrophe, et que les ODD doivent aborder tous les aspects de la vulnérabilité, à travers l'engagement des parties prenantes et la création de structures de

gouvernance pour la gestion des catastrophes. Il a souligné qu'il s'agit là d'une occasion unique, pour le développement durable, la réduction de la pauvreté, la PRC et le changement climatique, d'être abordés de manière cohérente et solidaire.

Le Bénin, au nom des PMA, a souligné que 51% des décès causés par les catastrophes liées au climat, survenues entre 1980 et 2013, ont eu lieu dans les PMA, près de cinq fois la moyenne mondiale. Le délégué a souligné que le changement climatique et la PRC doivent être intégrés dans les programmes de développement, et que le renforcement de la résilience, dans les PMA, est une nécessité. Il a ajouté que le financement est la clé pour débloquer beaucoup de ces mesures nécessaires, mais que les fonds destinés à la lutte contre le changement climatique restent une promesse sous-honorée.

Palau, parlant aussi pour Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi que pour les autres PEID du Pacifique membres de l'ONU, a déclaré que le changement climatique est la plus grande menace posée aux moyens de subsistance, au bien-être, à la viabilité et à la souveraineté des PEID du Pacifique, et qu'un programme de développement mondial qui ignorerait le problème du changement climatique serait inacceptable. Le délégué a appelé le GTCNL à réaliser que le changement climatique et la PRC sont des thèmes transversaux. Il a fourni des suggestions pour des cibles à atteindre en matière de lutte contre le changement climatique dans le cadre des objectifs éventuels consacrés à l'éradication de l'extrême pauvreté, aux énergies renouvelables et aux océans et mers.

Nauru, parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a déclaré que les effets néfastes des pertes et dommages causés par le changement climatique dans les PEID ne peuvent plus être évités par des mesures d'atténuation ou d'adaptation. Bien que la CCNUCC soit le forum des négociations sur le changement climatique, ce dernier n'en constitue pas moins une menace existentielle qui doit être traitée dans le cadre des ODD et du programme de développement de l'après-2015 en tant que thème transversal, sans quoi, les objectifs consacrés à l'éradication de la pauvreté et au développement durable seront inefficaces.

La Pologne, parlant également pour la Roumanie, a déclaré que les nombreuses interactions entre le climat et la pauvreté sont au cœur du programme du développement durable. Les buts et objectifs liés au climat doivent être cohérents avec la CCNUCC. Le processus des ODD devrait également s'appuyer sur le Sommet climatique des Nations Unies, qui se tiendra en septembre 2014. Au sujet de la PRC, la Pologne a souligné que l'approche du GTCNL doit être cohérente avec l'accord post-Hyogo devant être adopté en mars 2015, et que la PRC devrait être une priorité pour les autorités et communautés locales et nationales.

La Norvège, parlant également pour le Danemark et l'Irlande, a déclaré que le changement climatique modifie le contexte dans lequel nous devons nous développer, précisant que ce sont les plus pauvres, les femmes et les peuples autochtones, qui sont les plus touchés par le changement climatique. La représentante a souligné que la prévention des catastrophes doit être intégrée dans la planification du développement, tandis que le

développement durable devrait être une priorité, avant, pendant et après les catastrophes. Elle a appelé à des objectifs « sensibles au climat », notamment pour les domaines de l'agriculture, des catastrophes et de l'énergie, dans lesquels les fourneaux propres, par exemple, peuvent améliorer la santé, réduire les émissions et alléger le fardeau des femmes dans le ramassage du bois de chauffe.

La Slovaquie a déclaré que l'adaptation au changement climatique et les efforts de résilience peuvent offrir de nouvelles opportunités de marché, à travers des emplois, de nouvelles constructions, la gestion et l'assurance de l'eau. Le délégué a souligné que la résilience est fortement liée à la PRC, et que les efforts de résilience peuvent contribuer aux trois dimensions du développement durable et à l'éradication de la pauvreté. Il a demandé que les résultats des négociations de la CCNUCC, du GTCNL et les pourparlers post-Hyogo doivent être complémentaires et coordonnés.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a déclaré que le changement climatique et la réduction globale des risques doivent être abordés dans le cadre du développement. Le délégué a souligné que la conclusion, en 2015, d'un accord juridiquement contraignant sur le climat constituerait une étape importante vers l'éradication de la pauvreté et vers le développement, mais que tout objectif axé sur le changement de climat ou la PRC doit être en harmonie avec les accords existants.

Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a déclaré que les trois processus en cours sur les changements climatiques et la PRC (CCNUCC, le processus post-Hyogo et les ODD) offrent la possibilité d'élaborer un cadre unique et cohérent de ces questions. Le délégué a indiqué que le changement climatique doit être abordé en tant que thème transversal et que les questions peuvent être articulées en objectifs qui se renforcent mutuellement.

La Chine, parlant également pour l'Indonésie et le Kazakhstan, a déclaré que les principes d'équité et de RCMD doivent être au centre du cadre de développement durable. La représentante a déclaré: « le changement climatique a fusionné avec la question du développement », compte tenu du fait que ce thème et les efforts actuels fournis en faveur du développement durable se renforcent mutuellement. Elle a appelé les pays industrialisés à aider à renforcer les capacités des pays en développement en matière de lutte contre les catastrophes naturelles.

L'Arabie saoudite a déclaré: que la CCNUCC est la première et principale plate-forme des négociations sur le changement climatique; que le principe des RCMD devrait sous-tendre le débat sur le développement durable; et que si les pays industrialisés ne prennent pas les devants et n'honorent pas leurs engagements, les pays en développement ne pourront pas mettre en œuvre leurs propres mesures contre le changement climatique.

La représentante des États-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a déclaré qu'il ne pouvait pas y avoir une priorité mondiale plus importante que celle du changement climatique, et que le défaut d'agir avec « engagement et vigueur » perturbera les efforts visant à vaincre la pauvreté. Elle a souligné

qu'il ne serait pas logique pour le GTCNL de mener un débat sur le changement climatique, en parallèle à la CCNUCC, notamment sur les questions telles que le principe de RCMD et des capacités respectives. A la place et lieu de cela, devait-elle suggérer, il est important d'intégrer le changement climatique et la PRC dans les principaux buts et objectifs.

Le délégué de Trinité-et- Tobago, au nom de la CARICOM, a déclaré que les manifestations de changement climatique et de catastrophes sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus intenses dans sa région, et qu'elles menacent sérieusement les possibilités de développement. Il a précisé que le changement climatique et la PRC doivent être abordés en tant que thèmes transversaux, suggérant que la résilience pourrait constituer la « colonne vertébrale du programme de l'après-2015 ». La disponibilité et la fiabilité des données, a-t-il souligné, seront un aspect clé de la réussite de l'intégration des objectifs.

Le délégué de la Thaïlande, parlant également pour le Bhoutan et le Viet Nam, a déclaré que sa région a appris que les acquis de développement peuvent être anéantis par la catastrophe. Il a demandé que la PRC et la préparation soient intégrées dans le futur cadre du développement. Il a souligné que le cadre d'action de Hyogo est effectif, mais que le cadre de l'après-2015 pour la PRC doit prendre en considération et renforcer le rôle des communautés locales.

La représentante des Pays-Bas, parlant également pour le Royaume-Uni et l'Australie, a déclaré que le changement climatique et la PRC doivent être intégrés dans l'ensemble du programme de développement de l'après-2015. Elle a appelé: au développement de l'énergie durable et à l'amélioration de l'efficacité énergétique; au découplage de la croissance des émissions de la croissance économique; et à l'alignement de prélèvements d'eau douce sur l'approvisionnement. Elle a ajouté que le traitement de la PRC dans le cadre de l'après-2015 doit être compatible avec le nouveau Cadre d'action de Hyogo, et qu'il devrait y avoir un objectif consacré au renforcement de la résilience aux catastrophes.

L'Inde, parlant également pour le Pakistan et le Sri Lanka, a déclaré que toute mesure de riposte au changement climatique doit être compatible avec les principes d'équité et de RCMD, et qu'elle ne doit ni compromettre des négociations en cours au titre de la CCNUCC, ni préjuger de leurs résultats. Le délégué a suggéré la façon dont le changement climatique pourrait être considéré comme un thème transversal dans les ODD, notamment à travers des objectifs consacrés: à l'accès universel à des sources d'énergie modernes, à l'amélioration des transports publics, à la sécurité alimentaire, à la réduction de l'empreinte écologique des pays industrialisés et au transfert de technologies respectueuses de l'environnement.

Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a souligné que la CCNUCC est l'instance de négociation sur le changement climatique. Le délégué s'est opposé à l'adoption d'un indicateur sur la réduction des émissions de CO₂ dans le programme de l'après-2015, afin de préserver les engagements pris au sein de la CCNUCC. Il a indiqué que le changement climatique est universel dans sa portée mais différencié dans la responsabilité qui s'y rapporte, précisant que « universalité ne signifie pas

uniformité ». Au sujet de la PRC, il a déclaré que l'éradication de la pauvreté, la santé et les emplois décentes donneront des communautés plus résilientes.

Le Népal a exprimé fortement son appui à l'intégration de l'atténuation et de l'adaptation dans les ODD, soulignant qu'elles devraient soutenir le Protocole de Kyoto et les engagements plus profonds pris en faveur de la réduction des émissions de GES. Le délégué a indiqué que la durabilité mondiale ne peut être envisagée sans prise d'engagements sur les émissions et sans un financement amélioré et prévisible pour les pays les plus vulnérables. Il a également appuyé l'intégration dans le programme: le plein fonctionnement du Fonds vert pour le climat, l'énergie durable pour tous, les objectifs de la Convention sur la diversité biologique, le Plan stratégique de 2011-2020 et la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse.

L'Equateur, parlant également pour la Bolivie et l'Argentine, a déclaré que les gouvernements doivent, dans les ODD, s'attaquer aux causes du changement climatique. Le délégué a indiqué aussi que le défi consiste à déterminer des critères, afin que tous les pays puissent contribuer à la réduction des émissions de GES dans le cadre des RCMD, en gardant à l'esprit, qu'en matière de développement, la priorité des pays est l'élimination de la pauvreté. Il a également suggéré que le thème de la résilience fournit l'opportunité d'intégrer un objectif transversal axé sur le changement climatique et son impact sur le développement.

Le délégué des Maldives a déclaré que son pays, et les autres îles de faible altitude, pourraient ne pas survivre pour voir un autre siècle, compte tenu des réalités des effets du changement climatique. Soulignant le fait que la durabilité, le changement climatique et le développement ne sauraient être considérés isolément l'un de l'autre, il a appelé les délégués à ne pas rater la « chance historique » offerte par le programme de développement de l'après-2015, pour envoyer à l'ensemble du système des Nations Unies, un signal clair sur l'importance de faire face au changement climatique.

L'Espagne, parlant également pour la Turquie et l'Italie, a déclaré que le changement climatique a un impact beaucoup plus grand sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Le délégué a souligné que le programme de développement de l'après-2015 est une occasion unique permettant de changer d'orientation, et qu'un effort déterminé doit être consenti pour changer la réalité des émissions tout en s'attaquant aux causes de la pauvreté.

La représentante de Kiribati a déclaré que le défi le plus pressant auquel son pays se trouve confronté est le changement climatique. Citant son président, elle s'est demandé « Comment peut-on parler, de manière sensée, des ODD, si la survie même de notre peuple est en jeu »? Elle a imploré les délégués à comprendre l'incertitude face à l'avenir, l'insécurité et l'anxiété face à la gravité de la situation à laquelle ces populations sont confrontées aujourd'hui, sachant que le changement climatique est déjà en cours.

Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a demandé comment faire en sorte que les discussions du GTCNL et de la CCNUCC soient complémentaires. La représentante a souligné que le changement climatique devrait être un thème transversal présent dans la plupart des ODD.

Le Japon a déclaré que le processus de négociation de la CCNUCC est fragile et que les ODD ne devraient pas y intervenir. Il a indiqué que, dans les ODD, le changement climatique devrait être intégré à travers des objectifs thématiques associés. La PRC doit être clairement positionnée dans les ODD, car elle a des liens avec la pauvreté, l'égalité des sexes, l'eau, les villes, la paix et la sécurité, et la gouvernance, a-t-il précisé, faisant part, toutefois, de sa préoccupation quant à la manière dont il faut s'y prendre pour la collecte des données, dans les pays en développement, et à la façon d'élaborer l'objectif.

Le Bangladesh a indiqué que la PRC et le changement climatique devraient faire partie intégrante du changement vers un développement plus élastique, et que le modèle de développement actuel n'est pas sensible au problème du changement climatique. Le délégué a souligné que, bien que la CCNUCC ait adopté le Cadre d'adaptation de Cancún, des mécanismes pour le transfert de la technologie et le Fonds vert pour le climat, leur efficacité reste encore à être constatée sur le terrain. Il a ajouté que dans le domaine du changement climatique et de la PRC, des buts et objectifs ambitieux peuvent inspirer les négociations de la CCNUCC et que la conclusion d'un accord fort sur le climat et le cadre de l'après-2015 relatif au PCR peuvent soutenir les ODD.

L'Iran a indiqué que le GTCNL devrait se pencher sur la façon de mettre en œuvre les buts et objectifs qui ont été convenus dans les cadres spécialisés disponibles et devrait intégrer le changement climatique dans divers thèmes. Le délégué a souligné l'importance d'élaborer un mécanisme d'évaluation des objectifs relatifs au changement climatique et à la PRC.

La Fédération de Russie a mis en garde contre toute décision de ne pas avoir d'objectifs autonomes ou rendant compte du changement climatique dans des cibles et indicateurs spécifiques dans des objectifs axés sur d'autres thèmes, tels que l'énergie, la protection environnementale et le développement des infrastructures. Le délégué a affirmé que les propositions visant à lier le changement climatique et la PRC à la paix et la sécurité internationales et aux droits humains sont contre-productives.

La Nouvelle-Zélande a déclaré que les discussions de la semaine ont renforcé les interconnexions entre les thèmes et que la plupart des thèmes examinés durant la semaine, comme l'urbanisation, les transports et la CPD, pourraient être considérés comme étant d'ordre transversal. La représentante a indiqué qu'un critère, qui permettrait de déterminer si une question mérite de figurer sous forme d'objectif autonome, a-t-elle indiqué, pourrait être le point de savoir « si sa réalisation va contribuer de manière significative au développement durable, au niveau mondial, d'ici 2030 ». Elle a signalé que la Nouvelle-Zélande trouve « l'approche intégrative » de la Colombie, attrayante et qu'elle mérite un examen plus approfondi. S'agissant de la PRC, elle a suggéré de l'aborder en tant que thème transversal, et a appelé à réduire non seulement les niveaux de risque actuels, mais aussi à minimiser l'accumulation de nouveaux risques.

La représentante de l'Éthiopie a déclaré que son pays est confronté à un certain nombre de risques découlant de l'inaction face au changement climatique, dont, notamment l'augmentation des sécheresses et des inondations, qui portent préjudice à la croissance et rendent les communautés plus vulnérables. Elle a suggéré que le changement climatique soit traité dans le cadre des ODD en veillant à ce que chaque objectif soit « étanche au changement climatique ». Le changement climatique est un thème multidimensionnel et la PRC, un thème transversal, devait-elle souligner, précisant qu'une approche multipartite est nécessaire.

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a déclaré que, dans les efforts internationaux fournis dans les domaines de la PRC et du changement climatique, ce n'est pas la rhétorique qui fait défaut, mais l'action. Le délégué a suggéré que les buts et objectifs devraient: riposter à la gamme complète des impacts d'une catastrophe, y compris les déplacements et les pertes d'emplois; assurer l'accès universel des infrastructures et des services à la résilience aux catastrophes; englober un accent sur les catastrophes de petite et moyenne échelles; et entraîner des engagements audacieux et ambitieux à la limitation des émissions.

Le porte-parole des ONG a déclaré que la PRC est nécessaire, mais qu'elle n'est pas, en soi, une solution complète, et qu'un changement dans les habitudes de consommation est une question plus pressante.

Le porte-parole des collectivités locales a appelé à la mobilisation des acteurs locaux pour la conduite des activités d'atténuation, d'adaptation et de résilience au changement climatique, d'autant plus que 70% des émissions de CO₂ proviennent des villes. Il a reconnu que le changement climatique devrait être un thème transversal présent dans plus d'un objectif et, notamment dans ceux ayant trait à l'énergie et à la sécurité alimentaire.

Le délégué du Commerce et de l'Industrie a déclaré que l'entreprise est engagée à bâtir sur les mesures importantes déjà prises, à travers l'échange d'expertise et de bonnes pratiques, et à être un partenaire dans les solutions au problème climatique, en tant qu'investisseur, innovateur et fournisseur d'emplois.

La Communauté scientifique et technologique a accueilli favorablement l'objectif proposé par le Groupe de haut niveau, qui vise à améliorer la résilience et à réduire la mortalité en cas de catastrophes. Le délégué a appelé à des indicateurs de risque et de résilience, qui rendent compte de l'impact disproportionné des catastrophes sur les populations pauvres et qui peuvent être appliqués, tant à l'échelon local qu'à l'échelle mondiale, dans tous les secteurs. Il a proposé un objectif « déterminant » sur la prévention des risques de catastrophes naturelles, et a suggéré que des systèmes d'indicateurs parallèles pourraient aider cet objectif à bien rendre compte.

La porte-parole des Syndicats des travailleurs a déclaré qu'il ne saurait y avoir de développement économique ou social sans le respect du principe du pollueur-payeur, et a exprimé sa préoccupation à propos de la réticence de certains gouvernements à agir. Elle a souligné que le programme des

ODD doit être mis « à l'épreuve du changement climatique » à travers la détermination des répercussions sur le climat, de chaque objectif et indicateur. Par exemple, le ciblage d'emplois verts dans le cadre de l'objectif consacré au travail décent.

La porte-parole des Femmes a proposé l'inclusion d'objectifs, de cibles et d'indicateurs concrets et mesurables, qui soient les catalyseurs d'une haute ambition face au changement climatique, et la mise en œuvre de décisions qui soient sûres, durables et garantissant l'égalité des sexes.

La porte-parole des Enfants et les Jeunes a suggéré l'insertion d'un objectif axé sur l'éducation en matière de résilience, comme les interventions d'urgence, le protocole de la riposte préventive locale et les directives de planification et de zonage qui minimisent les destructions. Elle a souligné que le manquement d'un Etat à l'adhésion aux engagements de la CCNUCC doit être considéré comme un crime contre l'humanité.

La porte-parole des peuples autochtones a déclaré que les approches fondées sur les droits humains et sur la prise en compte des écosystèmes devraient faire partie intégrante du cadre des ODD. Elle a signalé que son Groupe entendait proposer bientôt des objectifs et des indicateurs portant, notamment sur les droits fonciers des communautés autochtones et locales.

LA SYNTHÈSE DES CO-PRESIDENTS

Vendredi après-midi, le co-président Kőrösi a présenté des remarques de synthèse, soulignant que le GTCNL se rapprochait de sa prochaine phase de travail et que les propositions spécifiques sont devenues plus nettes et plus concrètes. La chose la plus importante, devait-il indiquer, est la sagesse qui prévaut sur le fait que les thèmes sont étroitement liés et qu'ils requièrent une approche systémique. S'agissant des villes et établissements humains, il a reconnu les appels à un ODD urbain, précisant toutefois qu'il n'y a pas encore de consensus autour de cette proposition. Il a rappelé que les villes sont de grandes consommatrices d'énergie et de matériaux, et qu'elles sont des points de concentration de pollution et de déchets. Le développement territorial équilibré est important, a-t-il affirmé, précisant que les personnes, les connaissances, les revenus et les services circulent entre les zones urbaines et rurales, dans les deux sens. Il a souligné que l'importance d'inclure le transport durable dans les ODD a été reconnue, notamment à travers: l'évitement des transits inutiles, la promotion de modes de transport en commun plus efficaces et l'amélioration de la performance environnementale des modes de transport existants.

Au sujet de la CPD, Kőrösi a souligné la nécessité de découpler l'utilisation des ressources de la croissance économique, en utilisant un panache de mesures et l'analyse du cycle de vie, pour le traitement de la consommation et de la production. Les gouvernements ont plaidé pour des objectifs de CPD différenciés pour les pays industrialisés et les pays en développement, et pour la contribution au fonds d'affectation spéciale du Cadre décennal de programmation de la CPD. Les produits chimiques, a-t-il été noté, sont plus nocifs pour les pauvres et les vulnérables, et les pays en développement ne disposent pas des capacités permettant de les gérer de manière appropriée. Il a souligné que le changement climatique et les catastrophes mettent en péril les acquis de développement et

les a qualifiés de thèmes transversaux devant être présents dans l'ensemble du programme. Il a répété les appels des délégations à respecter le rôle des négociations de la CCNUCC. Kőrösi a mis en exergue les nombreux appels lancés en faveur de l'inclusion du principe des RCMD dans le programme, tout en reconnaissant que certains gouvernements estiment que le concept a évolué au fil du temps. Comme l'intensité et la vulnérabilité aux catastrophes ne feront qu'augmenter, il a rappelé la nécessité de tenir compte de trois dimensions de l'atténuation du risque: prévention, réduction et promotion de la résilience.

Le Guatemala a déclaré que la synthèse des coprésidents doit éviter les questions qui ont déjà été traitées au sein de la CCNUCC, en particulier celle de la vulnérabilité. La représentante a ajouté que, bien que certains pays ne soient pas convaincus de la nécessité d'un objectif autonome sur la CPD, d'autres ont plaidé pour.

Le Pakistan a rappelé aux coprésidents que sa troïka avait appelé à un objectif axé sur développement durable des infrastructures, dans lequel les liens entre le développement urbain et rural et le transport pourraient être intégrés.

Au sujet du changement climatique, le Pakistan et l'Arabie saoudite ont souligné la sensibilité de cette question et ont fait mention des nombreuses déclarations qui ont appelé clairement à éviter un objectif axé sur le changement climatique. Le Pakistan a également déclaré que le chapitre de la synthèse, consacré à la question changement climatique, ne tient pas compte du principe des RCMD.

La Suède a souligné que pour ce qui est des produits chimiques et des déchets, il existe de solides interactions entre la gestion des produits chimiques et la CPD, la santé et l'accès à l'eau potable, qui doivent être reconnues.

Le Mexique a exprimé son engagement en faveur de la question des produits chimiques. Il a également signalé que trois délégations avaient soulevé, durant le débat, la question du rôle des femmes et de l'égalité des sexes.

Le Royaume-Uni, parlant aussi pour les Pays-Bas et l'Australie, a rappelé les suggestions émises appelant la question des villes à être traitée au niveau de la cible. S'agissant du changement climatique, le délégué a mis en exergue les suggestions en faveur d'un objectif limitant le réchauffement à deux degrés.

L'Inde a déclaré, entre autres, que: le chapitre consacré à la CPD devrait rendre compte de l'applicabilité du principe des RCMD; le document devrait rendre compte des propositions spécifiques avancées sur la consommation d'énergie dans les pays industrialisés et sur des gaspillages alimentaires au niveau de la consommation; au sujet du changement climatique, il y avait un « cœur de soutien » à l'idée de ne pas avoir un objectif autonome; l'objectif visant deux degrés ne doit pas être considéré en dehors de son contexte et « appliqué de manière artificielle »; et les ODD peuvent avoir un impact sur le changement climatique à travers le traitement de la question du transfert de technologie.

Le délégué de la Fédération de Russie a rappelé que sa délégation et d'autres ont soulevé l'importance de mentionner la sécurité routière mondiale dans le programme du transport durable.

Le représentant de Trinité-et-Tobago: a souligné que le chapitre consacré aux villes et au transport doit tenir compte de la nécessité d'un partage des connaissances et d'un transfert de technologie; a rappelé l'importance des moyens de mise en œuvre des activités de lutte contre le changement climatique et de PRC; et a rappelé au Groupe que la CCNUCC n'appelle pas à « limiter le réchauffement à deux degrés », mais à moins que cela.

Le Venezuela a déclaré que le débat sur la démarcation entre la campagne et les villes devrait être inclus.

Le délégué du Brésil a signalé que beaucoup d'aspects de la position de son pays n'ont pas été inclus, reconnaissant cependant que la synthèse relevait de la responsabilité des coprésidents, vu que le Groupe n'était pas encore au stade de la rédaction de texte.

Körösi a demandé aux délégués de présenter des suggestions, par écrit, au Secrétariat, avant le 17 janvier.

LE DEBAT SUR LA VOIE À SUIVRE

Le co-président Kamau a présenté une série d'options pour la prochaine phase des travaux du GTCNL, qui doit mettre au point un ensemble d'ODD et objectifs. Il a indiqué qu'après la GTCNL-8, en février, les co-présidents « rassembleront » un document de synthèse global du processus de bilan des 11 mois. Le groupe devra, ensuite, passer du processus de bilan à celui de concertation.

En préparation à la phase de négociation, il a présenté aux délégués deux options concernant les contributions des co-présidents. L'option A serait une liste provisoire d'ODD et de cibles intermédiaires, résumant les propositions qui ont été avancées. L'option B est un document textuel « plus souple », qui couvrirait les principales orientations, idées conceptuelles et conclusions potentielles du débat. Kamau a également signalé qu'une troisième option serait que les coprésidents ne préparent rien et laissent aux membres le soin d'élaborer collectivement quelque chose pour le groupe, à examiner le 3 mars. Kamau a indiqué aussi que les coprésidents peuvent compiler des critères, en se fondant sur le résultat et les principes de Rio+20, pour la détermination des ODD et la différenciation entre les objectifs et les cibles intermédiaires.

Les gouvernements ont convenu de laisser les coprésidents prendre l'initiative, mais avaient des opinions divergentes sur les deux options. Le Royaume-Uni, parlant également pour les Pays-Bas et l'Australie, a déclaré qu'il souhaitait voir ce processus ouvert, transparent et inclusif, se poursuivre. Le délégué a appuyé la proposition d'une liste initiale, comprenant des ODD et des cibles connexes. La France, parlant également pour la Suisse et l'Allemagne, s'est déclarée, elle aussi en faveur de l'élaboration d'une liste exhaustive d'objectifs et de cibles intermédiaires, qui pourrait être présentée avant la session de négociation du mois de mars. La représentante des Etats-Unis a également soutenu l'option A, mais a mis en garde contre une conversation abstraite sur les critères ou paramètres, préférant en discuter dans le cadre de questions spécifiques. Elle a suggéré aussi aux co-présidents d'adopter une approche d'ordre global, pour le premier document du bilan, et de ne pas prendre, pour acquis, tout ce qui peut sembler avoir déjà été convenu dans

le groupe. L'Italie (parlant également pour l'Espagne et la Turquie), la Colombie, le Japon, le Pérou (parlant également pour le Mexique), la Slovénie (parlant également pour le Monténégro) et la Croatie (parlant également pour la Bulgarie) ont apporté leur appui à l'option A.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a appuyé l'option B, soulignant que le passage du « mode de l'écoute » à une liste concrète d'ODD conçues par quelques mains est un grand saut. Le délégué a précisé que le Groupe ne devrait pas discuter des cibles intermédiaires avant de connaître le cadre des objectifs. Un certain nombre de délégations, dont l'Arabie saoudite, Chypre (intervenant également pour Singapour et les Emirats arabes unis), le Venezuela, l'Egypte et le Maroc, ont apporté leur soutien au Brésil.

La Suède a suggéré quelque chose entre les deux, « à la suédoise », qui serait « pas trop de directive et pas trop de souplesse non plus ». Le Danemark, parlant également pour la Norvège et l'Irlande, a demandé un rapport comprenant une longue liste d'objectifs possibles.

L'Argentine, appuyée par le Zimbabwe, a proposé de tenir une réunion intersessions informelle pour examiner les options de manière plus approfondie. L'Inde, parlant également pour le Pakistan et le Sri Lanka, a soutenu le leadership des co-présidents, mais a précisé qu'ils ont besoin d'un délai pour réfléchir sur les options et pour consulter leurs capitales respectives. Il a suggéré d'attendre que la GTCNL-8 prenne une décision.

Kamau a répondu qu'ils tiendraient des consultations informelles avant la GTCNL-8. La Colombie et le Guatemala ont contesté cette proposition, signalant que ce sera difficile, pour les représentants des capitales, d'y prendre part. Kamau a précisé que la réunion sera informelle et que la décision officielle sera prise à la GTCNL-8. Il a clos la réunion à 18h40.

BREVE ANALYSE DE LA GTCNL-7

Une semaine durant, à New York où la météo a inclus un peu de tout - neige, grésil, verglas, pluie, brouillard, soleil éblouissant avec des températures variant de -15 à 13°C, les délégués à la septième session du Groupe de travail à composition non limitée sur les objectifs de développement durable ont bravé les éléments, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du siège des Nations Unies, pour la poursuite de leur processus de bilan. Reflétant l'évolution des conditions météorologiques à New York, la température des débats sur les trois modules thématiques distincts, mais tout de même interconnectés, inscrits à l'ordre du jour de la GTCNL-7, ont également varié avec les plaidoiries des délégués gouvernementaux et des porte-parole des grands groupes sociaux en faveur des articles jugés prioritaires par les uns ou par les autres. Non seulement ces trois modules thématiques - les villes et établissements humains durables, le transport durable; la consommation et la production durables (y compris les produits chimiques et les déchets); et la prévention du changement climatique et du risque de catastrophe - sont de première importance pour le programme de développement durable, ils illustrent également l'un des principaux défis à relever, inhérent au processus du GTCNL et

consistant à savoir: comment concevoir des objectifs qui soient universellement applicables à tous les pays (« universalité »), tout en veillant à ce que ces objectifs et cibles intermédiaires soient faciles à communiquer et limités en nombre? La présente brève analyse examine ce défi à travers le prisme de vue de la GTCNL-7.

LE BROUILLARD DE L'UNIVERSALITÉ

La notion « d'universalité » est un élément qui fera que le processus de réalisation des ODD sera différent de celui des OMD. Autrement dit, les OMD portaient sur des mesures devant être prises par le Sud et financées par le Nord. Cependant, le cadre des ODD, avancé dans diverses propositions, porte en outre sur des mesures devant être prises par le Nord, qui soient avantageuses pour le Sud. Cela implique que les pays industrialisés doivent procéder à des changements, dans leur propre pays, et pas seulement payer pour des changements effectués dans les pays en développement. Alors, comment les ODD peuvent-ils avoir un caractère universel et prendre en ligne de compte, en même temps, les différentes réalités nationales? Les gouvernements ont évoqué divers moyens de concilier ces deux impératifs. Certains délégués ont plaidé pour un cadre d'objectifs, qui soient applicable à la fois aux pays industrialisés et aux pays en développement, en vue d'avoir une responsabilité universelle et une application universelle. D'autres, en revanche, ont plaidé en faveur d'un programme qui établit une distinction entre ces groupes de pays et qui porte sur une participation universelle attentive au contexte des circonstances nationales.

La note de discussion élaborée par Paula Caballero, Peter Hazlewood et Kitty van der Heijden, qui a été distribué aux participants, à titre officieux, durant le GTCNL, présente, au sujet de l'universalité, trois interprétations qui se renforcent mutuellement:

- Les défis à relever, locaux/nationaux, ont une applicabilité, non seulement dans les pays en développement mais aussi dans les pays industrialisés (les objectifs de développement ont aujourd'hui une pertinence universelle);
- Les défis locaux/nationaux dans les PMA et les pays à faibles et moyens revenus peuvent nécessiter le soutien des pays à revenu élevé;
- Les défis mondiaux, comme le changement climatique, exigent des solutions de dimension mondiale.

L'intégration de ces approches dans le cadre des ODD, ont-ils affirmé, signifierait qu'il doit: être convenu à l'échelle mondiale; rendre compte des aspirations communes à tous les pays; et être pertinent pour tous les pays, sur la base de la responsabilité universelle. Mais, comme l'ont illustré les discussions de la GTCNL-7, l'universalité dans le cadre d'un processus intergouvernemental ne peut pas être de mise sans la notion complémentaire de « différenciation », qui reconnaît que tous les Etats membres de l'ONU sont souverains et qu'ils sont à différents stades de développement et, même, que certains d'entre eux peuvent avoir, plus que d'autres, une « responsabilité historique » quant à l'état actuel des choses et quant au ressourcement des solutions nécessaires à y apporter.

LES VILLES DANS L'OEIL DE LA TEMPÊTE

Les discussions de la GTCNL-7 sur les villes et établissements humains durables et sur le transport durable, ont illustré le premier point mentionné ci-dessus, à savoir que les défis locaux ou nationaux ont une applicabilité aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement et qu'ils impliquent, par conséquent, l'universalité. Dans le même temps, les défis que représentent, à la fois, les villes durables et le transport durable, en particulier dans les PMA et dans les pays à revenus faible et intermédiaire, exigent un soutien continu de la part des pays à revenu élevé.

A cet égard, tous les pays ont reconnu le rôle central des zones urbaines dans le développement durable. Cependant, il était également clair que, que s'agissant des zones urbaines, les différents pays ont des priorités différentes, ce qui conduit à un défi dans la formulation d'un objectif urbain universel. Certains d'entre eux, dont la Colombie, ont plaidé en faveur d'un objectif universel assortis de cibles intermédiaires et d'indicateurs différenciés. De cette manière, chaque pays peut déterminer les objectifs et indicateurs adaptés aux circonstances nationales et locales. A titre d'exemple, certains, y compris le G-77/Chine et l'UE, ont souligné la nécessité de se concentrer sur le milliard de personnes vivant dans des bidonvilles, sur la pauvreté urbaine et sur la montée des inégalités dans les villes. D'autres ont souligné l'importance de limiter la transformation des espaces publics en espaces privés, d'améliorer l'efficacité énergétique, de réduire les déchets et de soutenir les modes de transport public non motorisés.

Comme alternative à l'idée d'avoir un objectif autonome, certains gouvernements de différentes régions ont suggéré d'inclure des cibles à atteindre pour les zones urbaines et rurales, dans divers autres objectifs, ce qui est une autre façon de résoudre le défi de l'universalité. Cela a été clairement illustré dans l'affirmation des délégués que la problématique de la durabilité des zones urbaines est étroitement liée à celles du changement climatique, des catastrophes naturelles, de la biodiversité, des produits chimiques et des déchets, du transport, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, et de l'utilisation des terres et la déforestation. En outre, comme l'a souligné le résumé des coprésidents, l'urbanisation doit également être considérée comme un processus impliquant une circulation de personnes, de biens et de services entre les centres urbains et les milieux ruraux. Cependant, bien que les liens entre l'urbanisation et les transports soient clairs, dans le cadre de divers objectifs, des préoccupations sont encore exprimées au sujet de « l'épissage » des questions d'urbanisation et de transport. Certains ont fait valoir que si ces questions sont intégrées en tant que cibles à atteindre dans le cadre de divers objectifs, ils risquent de perdre en synergie et en visibilité et de ne pas parvenir ni à attirer des financements et des investissements ni à envoyer un message concernant leur importance.

VIF ÉCHANGE SUR LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES

Il n'est pas surprenant que le débat sur la consommation et la production durables (CPD) ait semblé se réchauffer rapidement. Comme certains l'ont dit, c'est peut-être le sujet qui évoque le

plus crûment la nécessité d'un changement dans nos habitudes quotidiennes, pour permettre la réalisation de divers objectifs. Comme l'ont fait remarquer la Colombie et le Guatemala, mercredi, la CPD nous amène à nous poser la question: qu'est-ce que nous entendons par prospérité?

La CPD était historiquement considérée comme une tâche « différenciée », conçue principalement pour les pays industrialisés, mais certains gouvernements jugent, maintenant, que le changement des modes de consommation et de production non durables, sont un impératif universel pour tous les pays. Dans cet ordre d'idées, des conférenciers ont parlé de voies et moyens permettant aux pays en développement de prendre part au programme de la CPD, et aux avantages de ce faire, mais certains délégués ont estimé que cela semblait déséquilibré. Le Pakistan a critiqué l'exposé d'Ernst Ulrich von Weizsäcker sur les opportunités offertes à ces pays de découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources et de la dégradation de l'environnement, et a laissé entendre que ce point de vue ne tient pas compte du principe des « responsabilités communes mais différenciées » (RCMD). De même, le Mexique a rappelé que lors du Sommet de la Terre de 1992, on a demandé aux pays industrialisés de prendre les devants dans le domaine du changement des habitudes de consommation et de production non durables, et a précisé: « je ne pense pas que nous ayons vu ce genre de changement; maintenant, nous nous trouvons à entendre que les pays en développement peuvent le faire ».

Le Brésil s'est demandé comment un pays en développement pourrait justifier le découplage parce que l'intensité des ressources de la croissance du PIB doit également être considérée en termes de réduction de la pauvreté. Comme l'ont souligné certains intervenants, trouver des voies et moyens de se développer économiquement sans surtaxer l'environnement est, à la fois, un ensemble très spécifique de tâches et largement synonyme du développement durable. Bien qu'il soit possible de percevoir la CPD comme étant un concept diffus qui peut être traduit en cible à atteindre dans le cadre d'une série d'objectifs - approche mise en exergue par la troïka Canada/Etats-Unis/Israël - d'autres membres du GTCNL ont mis en garde que cette diffusion risque de lui ôter sa taille et sa force d'objectif potentiel. De nombreux pays en développement ainsi que le grand groupe des Femmes ont appelé les pays industrialisés à « prendre l'initiative » dans le domaine de la CPD. D'autres, dont, notamment, la Chine, ont indiqué que les pays industrialisés doivent également aider les pays en développement à mettre en œuvre la CPD, pour atteindre les objectifs nationaux de développement durable.

Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique? Si le Sud estime que le Nord doit assumer l'entière responsabilité dans ce domaine et doit en prendre la tête, comment pourrait-il y avoir des objectifs et des cibles à atteindre, d'ordre universel? En effet, la taille de la fracture Nord-Sud sur cette question donne lieu au défi consistant à intégrer la CPD dans les objectifs et à conférer une universalité à l'ensemble du programme des ODD.

LE CLIMAT EST EN TRAIN DE CHANGER

Le changement climatique, présenté par Kiribati comme étant « le problème le plus universel auquel nous sommes confrontés aujourd'hui », s'est avéré être un sujet difficile à aborder dans le GTCNL. Bien que des intervenants l'aient évoqué à chaque réunion du GTCNL tenue à ce jour, en rapport avec quasiment l'ensemble des thèmes abordés, les négociations en cours de la CCNUCC pour un accord sur l'après-Kyoto, qui doit être conclu en 2015, font que de nombreuses délégations se méfient d'une « négociation bis » de la question climatique dans le cadre de l'ODD. Pour éviter cela, certaines délégations ont proposé que le caractère universel et transversal de la question du changement climatique signifie qu'elle devrait être reflétée dans divers ODD, plutôt à travers des cibles et indicateurs spécifiques, que dans un objectif propre à elle et autonome. Des cibles consacrées au climat pourraient figurer, par exemple, dans le cadre des objectifs relatifs à l'énergie, à la santé, à la CPD, aux transports, aux villes, à l'éducation, à l'eau, etc, et permettre une réflexion sur les liens entre le climat et toutes les autres questions de dimension mondiale.

Diverses délégations ont voulu s'assurer que les principes de RCMD et de réparation des pertes et dommages, convenus à la CCNUCC, ainsi que la nécessité pour les pays industrialisés de respecter les engagements passés concernant le financement des mesures d'atténuation et d'adaptation, restent au cœur du débat. Les pays en développement et les PEID, en particulier, tiennent résolument à ce que ces principes soient inclus dans les ODD, beaucoup d'entre eux souhaitant, même, voir les ODD influencer la négociation de l'accord de 2015 sur le climat. D'autres se méfient de voir un débat à part entière sur le climat se dérouler dans le GTCNL, craignant le risque de voir les avancées enregistrées, à travers ces principes, dans les négociations de la CCNUCC être érodées.

La question de savoir quelle sera la répercussion de ces exigences sur l'universalité du programme, n'est pas encore résolue, mais il est clair que certains pays ne permettront pas que le terme « universel » soit interprété comme signifiant « à l'identique », à propos de la question du changement climatique dans les ODD. Comme l'a souligné le Nicaragua, « la lutte contre le changement climatique est universelle dans sa portée, mais différenciée dans les responsabilités qu'elle implique ».

LE SOLEIL SORTIRA-T-IL DEMAIN?

Le nombre de questions à l'étude pour des ODD autonomes et/ou transversaux a proliféré au cours de la dernière année, mais dans le même temps, les interconnexions entre elles sont devenues plus concrètes. Plus il y a de questions pouvant être intégrées, de manière satisfaisante, plutôt comme objectifs transversaux que comme objectifs autonomes, plus il sera possible d'affiner les quelques 327 objectifs proposés, de sorte qu'ils soient en effet « en nombre limité ». En fait, à la GTCNL-7, de nombreux délégués ont souligné qu'ils ne veulent pas d'objectifs autonomes pour l'urbanisation, le transport, le changement climatique, la CPD ou la réduction des risques de catastrophe. Les discussions ont également mis en exergue les

défis que pose l'universalité authentique, en particulier par la constante occurrence des références au principe des RCMD dans le cadre de la CPD et celui du changement climatique.

Cependant, le vrai défi de l'universalité peut être quelque chose d'encore moins bien comprise: aller au-delà de la concentration sur l'éradication de la pauvreté dans le monde pour tenir compte également de la classe moyenne mondiale émergente. A mesure que le nombre des très pauvres baisse et que la base de consommateurs s'élargit, les ressources de la terre seront plus taxées que jamais, selon les experts et les délégués eux-mêmes. Peut-être, par conséquent, un programme véritablement universel sera un programme qui exigera une action de tous les pays sur tous les objectifs, en tenant compte des réalités locales, nationales et régionales à travers des cibles et des indicateurs différenciés.

La réunion de bilan finale du GTCNL aura lieu en février. Ensuite, le travail difficile commencera à élaborer des ODD universels, qui sont également concis et faciles à communiquer, deux autres exigences du document final de Rio+20 qui a appelé à l'élaboration d'ODD en premier lieu. Comme l'a souligné le co-président Kamau, vendredi, le processus de bilan a été « un voyage long, mais un voyage qui valait la peine ». Le discussion de la GTCNL-7 sur la voie à suivre, a, toutefois, montré qu'il peut encore y avoir des perturbations météorologiques sur le chemin, les délégations n'étant pas à l'aise à propos de l'idée d'élaborer une liste potentielle d'objectifs et de cibles à ce stade. Après près de 10 mois, le voyage ne fait peut-être que commencer.

REUNIONS A VENIR

Réunion mondiale sur les données et la responsabilité: Cette réunion est axée sur la collecte et le partage des données et sur la reddition de comptes dans le nouveau cadre de développement, en s'appuyant sur les résultats de la première phase des consultations menées par le Groupe sur l'élaboration des priorités de développement de l'après-2015. Le Programme des Nations Unies pour le développement organisera cet événement qui alimentera les discussions intergouvernementales et celles plus larges sur les objectifs de développement durable et sur le programme de développement pour l'après-2015. **dates:** 29-31 janvier 2014 **lieu:** New York, New York, US **www:** <https://one.unteamworks.org/node/417081>

Huitième session du GTCNL sur les ODD: La GTCNL-8 mettra l'accent sur les océans et les mers, les forêts, la biodiversité, la promotion de l'égalité, y compris l'équité sociale, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et la prévention des conflits, la consolidation de la paix post-conflits et la promotion d'une paix durable, les règles du droit et la bonne gouvernance. **dates:** 3-7 février 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1680>

Débat thématique de l'Assemblée générale: L'eau, l'assainissement et l'énergie durable dans le programme de développement pour l'après-2015: Cet événement fait partie d'une

série de réunions organisée par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème du « Programme de développement pour l'après-2015: Préparation du cadre »! L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation des ODD. **dates:** 18-19 février 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

Deuxième série de réunions du GTCNL: À la fin de la GTCNL-7, les co-présidents ont annoncé qu'en 2014, le Groupe se réunira officiellement aux dates suivantes: 3-5 mars, 31 mars-4 avril, 5-9 mai, 16-20 juin et 14-18 juillet. **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Troisième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable: La troisième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable (ICSDF) est prévue en mars 2014. **dates:** 3-7 Mars 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1686>

Réunion de haut niveau de l'AGNU: Contributions des femmes, des jeunes et de la société civile dans le programme de développement pour l'après-2015: Cet événement fait partie d'une série de réunions organisée par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Le programme de développement post-2015: Préparation du cadre général » L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation des ODD. **dates:** 6-7 mars 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

Troisième Symposium de haut niveau du FCD au titre de 2014: Le Troisième Symposium de haut niveau du Forum sur la coopération pour le développement (FCD) aura lieu en Allemagne, au premier trimestre de 2014, et sera axé sur « la coopération pour un développement responsable et efficace dans l'ère post-2015 ». Les participants y examineront les possibilités de renforcer les cadres de responsabilisation pour assurer l'exécution des engagements internationaux. Le Symposium alimentera le quatrième Forum de coopération pour le développement, qui aura lieu en juillet 2014, à New York, aux Etats-Unis, et cherchera à promouvoir le dialogue mondial sur l'avenir de la coopération en matière de développement pour la période post-2015. **dates:** 20-21 mars 2014 **lieu:** Berlin, Germany **contact:** DCF Secretariat **courriel:** dcf@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ecosoc/newfunct/dcfgermany.shtml>; <http://www.un.org/en/ecosoc/dcf/>

Débat thématique de l'AGNU: Le rôle des partenariats et leurs contributions dans le programme de développement pour l'après-2015: Cet événement fait partie d'une série de réunions organisée par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: préparation du cadre général »! L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation des ODD.

dates: 8-9 avril 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

Première réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace pour le développement: Le Partenariat mondial travaille avec ses partenaires pour compléter les efforts existants qui ont une incidence sur l'efficacité de la coopération pour le développement. Ces partenaires sont notamment le Forum de coopération pour le développement, le Groupe de travail du G20 sur le développement et le processus dirigé par l'ONU chargé de l'élaboration d'un programme de développement mondial pour l'après 2015. Le Partenariat mondial s'appuie sur une série d'efforts internationaux, y compris ceux qui ont été fournis dans le cadre du Consensus de Monterrey (2002), de la Déclaration de Rome sur l'harmonisation (2003), de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005) et du Programme d'action d'Accra (2008). **dates:** 15-16 avril 2014 **lieu:** Mexico **contact:** Derek Kilner, UNDP **téléphone:** +1-212-906-5742 **courriel:** derek.kilner@undp.org **www:** <http://effectivecooperation.org/>

Débat thématique de l'AGNU: Assurer des sociétés pacifiques stables: Cet événement fait partie d'une série de réunions organisées par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: Préparation du cadre général ». L'objectif en est de générer des contributions concrètes pour la formulation des ODD. **dates:** 24-25 avril 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

Quatrième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable: La quatrième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable (ICSDF) est prévue en mai 2014. **dates:** 12-16 mai 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1687>

Réunion de haut niveau de l'AGNU: Contributions de la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire des technologies d'information et de communication pour le développement au programme de développement pour l'après-2015: Cet événement fait partie d'une série de réunions organisées par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: Préparation du cadre général ». L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation des ODD. **dates:** 20-21 mai 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

Réunion de haut niveau de l'AGNU: les droits humains et la primauté du droit dans le programme de développement pour l'après-2015: Cet événement fait partie d'une série de réunions organisées par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: Préparation du cadre général! » L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation des ODD. **dates:** 17-18

juin 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

Session de fond de l'ECOSOC au titre de 2014: La session de fond de 2014 du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies comprendra un segment de haut niveau, ainsi que la deuxième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN). La réunion du FPHN aura lieu du 30 juin au 3 juillet et comprendra un segment ministériel de trois jours, et devrait adopter une déclaration négociée. Le segment de haut niveau de l'ECOSOC aura lieu du 7 au 11 juillet et devrait consacrer trois jours au FPHN. **dates:** 23 juin - 8 juillet 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** ECOSOC Secretariat **courriel:** ecosocinfo@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ecosoc/> et <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1556>

Cinquième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement durable de développement: La cinquième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable (ICSDF) est prévue en août 2014. **dates:** 4-8 août 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1688>

GLOSSAIRE

10YFP	Cadre décennal de programmation de la CPD
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CBDR	Responsabilités communes mais différenciées
PRC	Prévention des risques de catastrophes
PIB	Produit intérieur brut
GES	Gaz à effet de serre
GHN	Groupe de haut niveau sur le Programme de développement pour l'après-2015
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
TIC	Technologies d'information et de communication
PMA	Les pays les moins avancés
PDSL	Les pays en développement sans littoral
OMD	Les Objectifs du Millénaire pour le développement
OCDE	Organisation pour la coopération économique et le développement économique
GTCNL	Groupe de travail à composition non limitée
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable
CPD	Consommation et Production durables
ODD	Objectifs de développement durable
PIED	Petits Etats insulaires en développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies